

adf

A F R I C A D E F E N S E F O R U M



**VALEURS
GUERRIÈRES**
C'est ce qui motive
les soldats à servir

PLUS Les avantages liés à des sous-officiers éduqués et bien formés

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM



articles

- 8 Un chemin vers le professionnalisme**
L'expérience de la Sierra Leone offre des leçons sur le développement des forces armées professionnelles.
- 16 La responsabilisation des sous-officiers**
Les pays du continent constatent les avantages liés à des sous-officiers éduqués et bien formés.
- 22 La cybersécurité exige un front uni**
Le point de vue d'un officier cap-verdien sur les leçons apprises à Africa Endeavor.
- 24 Engagement profond, attentes élevées**
Une enquête montre les valeurs de la prochaine génération de leaders africains du secteur de la sécurité.
- 32 Déférence, respect et crédibilité**
Le brigadier-général Saleh Bala parle du besoin d'une culture de professionnalisme dans les forces armées africaines.
- 38 Placer les principes avant le pouvoir**
Les plus grands dirigeants africains ont découvert différentes méthodes pour gouverner, y compris déléguer leur autorité et donner l'exemple.
- 44 Décodage de la RDC**
Des vestiges du passé empêchent ce vaste pays de surmonter son instabilité.
- 50 Comment protéger les civils dans les périodes de conflit**
Dans les guerres asymétriques, il reste davantage à faire pour protéger les gens qui sont pris entre deux feux.



rubriques

- 4 Point de vue
- 5 Perspective africaine
- 6 L'Afrique aujourd'hui
- 30 Battement du cœur de l'Afrique
- 56 Culture et sports
- 58 Point de vue mondial
- 60 Défense et sécurité
- 62 Chemins de l'espoir
- 64 Croissance et progrès
- 66 Image du passé
- 67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est disponible en ligne.**

Veillez nous rendre visite sur le site
adf-magazine.com



EN COUVERTURE :
Cette illustration de l'ADF
souligne les qualités
fondamentales du soldat
professionnel africain.

Les longs déploiements, les efforts physiques et le risque extrême. Ce sont les dangers que les militaires professionnels connaissent bien. Ils supportent volontiers leur fardeau parce que, pour eux, le travail est plus qu'une carrière. C'est une vocation.

Lorsqu'on leur demande pourquoi ils se sont enrôlés, les soldats mentionnent souvent des idéaux tels que le « service au pays » et un « désir de protéger les autres ». Ils œuvrent aussi pour un idéal de professionnalisme.

Un professionnel s'engage pendant toute sa vie à apprendre et à se perfectionner. Pour soutenir ce développement, les pays investissent dans des établissements d'éducation militaire professionnelle, en particulier les collèges de commandement et d'état-major conçus pour former les officiers au niveau stratégique. Les pays ouvrent aussi la porte à la formation des sous-officiers, qui désirent jouer un rôle de leadership et accéder à des aptitudes avancées.

Des enquêtes montrent que les forces armées d'Afrique sont parmi les institutions les plus respectées aux yeux du public qu'elles servent. Un héritage d'accomplissements et de sacrifice leur a donné cette réputation ; conserver cette estime est une priorité majeure.

Le maintien d'une norme élevée exige un investissement. Les membres des forces armées d'Afrique déclarent qu'ils veulent des équipements adéquats, des versements de salaire en temps voulu, des logements à un prix abordable et des prestations de retraite. Ils déclarent que ces éléments réduisent les motivations pour la corruption, laquelle a parfois sali la réputation des forces armées.

Un professionnel respecte aussi l'ordre constitutionnel et la supervision des forces armées par le pouvoir civil. Après des années d'instabilité dans beaucoup de régions du continent africain, l'ingérence des forces armées en matière politique devient plus rare et la bonne gouvernance devient la norme plutôt que l'exception.

Les enjeux des guerres du 21ème siècle donnent plus d'importance au professionnalisme. Ils exigent que les officiers militaires prennent toute une série de décisions tactiques et éthiques, souvent à une vitesse fulgurante. En s'engageant à une éducation pour la durée de leur carrière et en retenant les valeurs noyaux de leur institution, ces professionnels seront prêts à gérer les plus grands défis.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Des membres de l'Armée de l'air du Kenya marchent pendant une célébration de l'indépendance appelée Jamhuri Day. AFP/GETTY IMAGES



Le professionnalisme et l'état de droit

Volume 11, 2ème trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE
FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

« Le ciel doit être votre limite »



Le président ghanéen Nana Addo Dankwa Akufo-Addo

intervient pendant la remise des diplômes des élèves-officiers lors de l'événement Graduation Parade of the Regular Career Course 57 and Short Service Commission de l'Académie militaire du Ghana au camp militaire Teshie le 20 octobre 2017. Ses remarques ont été modifiées pour les adapter à ce format.

Il est important que nos nouveaux diplômés restent conscients de leurs responsabilités envers le peuple de cette nation, dont ils seront chargés de protéger la sécurité. Alors que vous jouissez de l'euphorie qui accompagne vos accomplissements en cette occasion mémorable, n'oubliez pas qu'une responsabilité a été mise sur vos épaules. Votre affectation dans les Forces armées est le début de votre carrière comme officiers professionnels et leaders. Et il est attendu de vous que votre conduite soit exemplaire. Vous devez en permanence accomplir vos tâches professionnellement et diligemment.



Vous devez sécuriser et protéger l'intégrité territoriale de la nation et ses citoyens, et ne pas utiliser votre poste pour mécontenter ces

citoyens dont le sacrifice a rendu possible votre formation. En fait, vous avez un devoir envers la nation pour lui assurer la paix, la stabilité et le développement.

Nous vivons dans une démocratie constitutionnelle qui a nécessité le sang et les sacrifices de plusieurs générations de patriotes ghanéens pour être établie. Elle est devenue le porte-drapeau et le modèle de l'engagement démocratique sur le continent africain, et reçoit l'éloge du monde entier pour son progrès. Nous tous – chefs politiques, chefs religieux, chefs de la société civile, chefs militaires – sont en premier lieu des citoyens de cet état démocratique. Et notre premier devoir fondamental consiste à respecter les enseignements de sa constitution. De cette façon, nous protégeons les bienfaits de la liberté et la perspective d'un gouvernement ordonné pour notre génération et celles à venir.

Élèves-officiers : Tout en vous équipant des bases du leadership fonctionnel, vous avez aussi appris les aptitudes militaires requises et les autres secteurs pertinents des études militaires sur lesquels vous devez construire votre carrière future. En tant que jeunes officiers, vous devez vouloir acquérir plus de connaissances pour ne pas être laissés en arrière par les mutations de cette ère technologique en évolution rapide. Le ciel doit être votre limite dans votre recherche de l'information et des connaissances.

Puis-je aussi vous rappeler que vous devenez des officiers des Forces armées du Ghana, qui ont gagné une réputation au cours des années pour être une force armée unique, disciplinée et professionnelle, nationalement et internationalement, dans l'exercice de ses fonctions ? Sa performance a été excellente lors de diverses opérations internationales de maintien de la paix. Le Ghana est ainsi devenu l'une des nations qui contribuent le plus de soldats dans les opérations mondiales de maintien de la paix.

Aujourd'hui, il existe de multiples conflits armés, internes et transfrontaliers, qui emploient plusieurs méthodes de guerre non conventionnelles et asymétriques. Les défis traditionnels de la sécurité sur le continent, tels que les conflits de chefferie, les vols à main armée, les litiges fonciers, l'intolérance religieuse, les conflits ethniques et les rivalités politiques, sont aggravés par des menaces contemporaines telles que le trafic de drogue et la traite des êtres humains, la prolifération des petites armes et des armements légers, le cybercrime et les activités des bergers nomades.



Des soldats défilent pendant la remise des diplômes de 2017 de l'Académie militaire du Ghana au camp militaire Teshie. JUBILEE HOUSE

Les menaces provenant de tous ces acteurs non gouvernementaux demandent une nouvelle approche pour relever les défis qu'elles présentent.

Je veux vous donner l'assurance, à vous nobles officiers, hommes et femmes, que mon gouvernement, avec le soutien du Parlement, fera tout son possible pour vous équiper adéquatement dans tous vos secteurs d'activité pour permettre aux forces armées de satisfaire efficacement à leurs obligations.

À tous les diplômés, j'offre encore une fois mes félicitations pour ce diplôme bien mérité.



AFP/GETTY IMAGES

Le Musée d'art africain de la Côte d'Ivoire

CONNAÎT UN REGAIN DE VIE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Musée des Civilisations de la Côte d'Ivoire est de retour et déterminé à reprendre sa place comme l'un des plus riches musées d'art africain dans le monde, une place de « richesse incomparable » selon l'ex-poète-président du Sénégal Léopold Sédar Senghor lors d'une visite en 1971.

Le musée avait été pillé quarante ans plus tard lors d'une confrontation politique et militaire et il avait été fermé pour une rénovation de deux ans, rouvrant ses portes en juillet 2017 avec des salles re-décorées, un éclairage moderne et un nouveau centre de conférence, restaurant et jardin.

La première exhibition depuis la rénovation s'appelle la *Renaissance* et présente une sélection de 100 des plus belles pièces du musée.

« Nous pouvons nous considérer fortunés d'avoir une si belle collection », déclare la directrice du musée Silvie Memel Kassi à l'Agence France-Presse. « C'est une richesse, une collection de 15.000 pièces provenant de chaque région. »

Pourtant, elle déplore le pillage qui s'est produit en 2011, pendant une période d'anarchie postélectorale à Abidjan, capitale économique du pays, qui a causé 3.000 décès.

« Cela nous a vraiment laissé un goût amer dans la

bouche, déclare-t-elle. Les [120] articles qui ont été volés étaient des œuvres majeures : des pièces sacrées, des objets en cire. ... Nous estimons que près de 4 milliards de francs CFA (7,1 millions de dollars) » ont été perdus, déclare Mme Memel Kassi.

Le musée prévoyait une exhibition de la « collection fantôme » pour maintenir vivant le souvenir des pièces disparues et promouvoir l'identification du trafic illicite des objets historiques.

Fondé en 1942 lorsque la France était la puissance coloniale d'une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, le musée est lui-même une œuvre d'art avec ses 20 colonnes en bois finement sculpté.

Les locaux rénovés offrent une place spéciale aux artistes contemporains, avec un hall réservé à des gens tels que le sculpteur ivoirien Jems Koko Bi. Le jardin présente des œuvres récentes.

« Nous parlons délibérément du musée des civilisations, déclare la directrice. Nous voulions montrer que les artistes dont les créations sont aujourd'hui considérées comme des "œuvres anciennes" sont les mêmes que les Africains produisant des œuvres contemporaines. »

Une suite est publiée pour

L'AUTOBIOGRAPHIE « Long Chemin »

DE MANDELA

AGENCE FRANCE-PRESSE

La suite de l'autobiographie célébrée de Nelson Mandela, *Un long chemin vers la liberté*, a été publiée en octobre 2017 après l'achèvement d'une ébauche par un écrivain sud-africain, a annoncé la fondation de M. Mandela.

Intitulé *N'ose pas t'attarder*, le livre relate les cinq années de Nelson Mandela à la présidence après la fin de l'apartheid et les premières élections ouvertes en Afrique du Sud en 1994.

Un long chemin vers la liberté, publié peu après l'élection, s'est vendu à plus de 14 millions d'exemplaires dans le monde entier et a fait l'objet d'un film avec Idris Elba.

M. Mandela a écrit 10 chapitres de la suite de ses mémoires, à la main sur des feuilles volantes et dans des fichiers entre 1998 et 2002, lorsqu'il cessa de travailler à cause de son âge et son agenda surchargé. Mandla Langa a achevé le travail en utilisant des entretiens récents et une recherche, ainsi que les notes personnelles de M. Mandela remontant à l'époque où il était président.

La Fondation Nelson Mandela a décrit le projet comme une collaboration « 50/50 » entre M. Mandela, qui est décédé en 2013 à l'âge de 95 ans, et son co-auteur.

Le titre du livre provient de la dernière phrase de la première autobiographie de M. Mandela, lorsqu'il écrivit : « la liberté s'accompagne de responsabilités, et je n'ose pas m'attarder, parce que je n'ai pas encore achevé ma longue marche ».

Graça Machel, veuve de Nelson Mandela, a écrit dans un prologue du nouveau livre qu'il avait de la

peine à l'achever à cause « des demandes que le monde lui faisait, des distractions de toute nature et de son âge avancé ».

« Pendant les dernières années de sa vie, il en parlait souvent, préoccupé au sujet d'un travail commencé mais pas achevé », a-t-elle déclaré.

M. Mandela a servi comme président d'Afrique du Sud pour un seul mandat avant de quitter le pouvoir. Il s'est retiré de la vie publique en 2004.

Verne Harris de la Fondation Nelson Mandela déclare que le livre « changera fondamentalement les perceptions » sur la période au pouvoir du héros de la lutte anti-apartheid. « Ce qui émerge, c'est... un leader pratique qui, pour certains aspects de son gouvernement tels que les institutions de sécurité, faisait un peu de microgestion, déclare M. Harris. C'était un politicien qui aimait la politique ; il savait comment obtenir le meilleur des personnes. »



Nelson Mandela GETTY IMAGES



REUTERS

LES DERNIERS RÉSIDENTS — S'ACCROCHENT AUX MAISONS — SOUTERRAINES DE TUNISIE

REUTERS

Dans la région du djebel Dahar au Sud de la Tunisie, les gens vivent depuis des siècles dans des maisons souterraines munies d'un coffrage en terre qui assure la protection contre la chaleur torride de l'été et les vents de l'hiver.

À cause de l'exode rural, moins de gens vivent dans ces maisons dont les salles sont taillées dans les murs d'une cour circulaire excavée. Les quelques familles qui restent disent qu'elles sont attachées à ces maisons et à la terre ou qu'elles ne voient pas comment déménager.

« Mon père est mort, ma mère est morte, les filles se sont mariées et je suis restée seule. Elles sont toutes parties pour aller vivre leur vie », déclare Latifa Ben Yahia, âgée de 38 ans, qui vit dans une maison de cinq pièces dans le village de Tijma. « Si je m'en vais, la maison disparaîtra. »

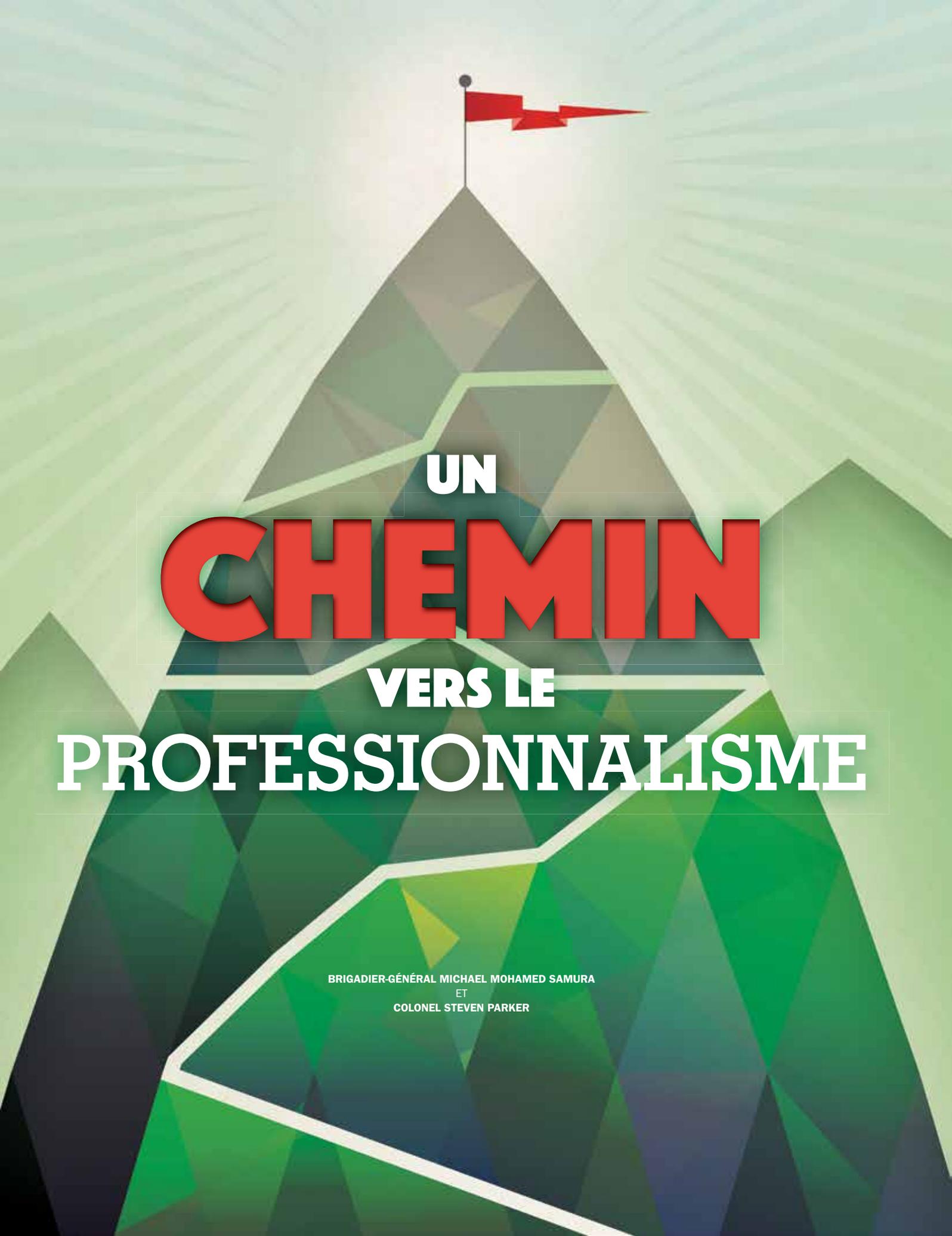
Les maisons se concentrent autour de Matmata, à 365 kilomètres au Sud de Tunis. Beaucoup de résidents quittèrent ces maisons lorsque de nouvelles villes et de nouveaux villages furent construits dans les années 60 et 70 dans le cadre du programme de modernisation du président Habib Bourguiba.

La sécheresse et les pluies fortes, qui peuvent causer l'effondrement des maisons, ont aussi incité les gens à partir. Certains construisirent des maisons modernes sur des terrains adjacents et utilisèrent les maisons traditionnelles comme des étables ou des ateliers.

Les résidents vivent essentiellement de la culture des olives et du tourisme. Saliha Mohamedi, 36 ans, vit dans une maison avec son mari et ses quatre enfants. Elle permet aux touristes de visiter en échange de pourboires. « Si j'avais une autre maison, je la donnerai à [mes enfants]. C'est ici que nous avons passé notre vie », déclare-t-elle.

Hedi Ali Kayel, 65 ans, qui gère une petite boutique dans le village de Haddej, est l'une des dernières personnes de la région qui savent comment construire et maintenir les maisons. La dernière fois qu'il a creusé une maison, c'était dans les années 70.

Maintenant, il mène un combat solitaire pour sauver celles qui existent encore. « Chaque fois qu'il pleut, je viens les réparer, déclare-t-il. Je ne les laisse pas disparaître. »



UN

CHEMIN

VERS LE

PROFESSIONNALISME

BRIGADIER-GÉNÉRAL MICHAEL MOHAMED SAMURA
ET
COLONEL STEVEN PARKER

L'expérience de la Sierra Leone offre des leçons sur la professionnalisation des Forces armées

Pour les pays africains, l'amélioration d'une perspective de sécurité n'exige pas d'armes plus perfectionnées ou de budgets de défense plus importants. L'équilibre précaire de la stabilité nationale dépend plutôt en grande mesure du professionnalisme des forces de sécurité. L'état du professionnalisme militaire n'est pas quelque chose qui peut être changé d'un jour à l'autre. Il nécessite un souhait de sécuriser l'ordre constitutionnel, de respecter le contrôle civil et de préserver la neutralité politique. Le professionnalisme se traduit aussi par un engagement de perfectionnement tout au long de sa carrière et un attachement à un ensemble de valeurs. Dans le monde entier, la discipline, l'engagement et la compétence sont quelques-unes des marques distinctives des forces armées professionnelles. Les militaires professionnels sont fiables dans tout ce qu'ils entreprennent. Ils connaissent leurs rôles et leurs responsabilités et ils les mènent à bien.

Étant donné la croissance de l'extrémisme national et transfrontalier, l'influence économique externe en augmentation rapide et les conséquences de l'explosion démographique des jeunes, quelle est la façon la plus efficace d'investir dans la viabilité des forces professionnelles de sécurité en Afrique ?

L'expérience de la Sierra Leone

La Sierra Leone peut offrir des indications de la voie à suivre. L'armée de ce pays remonte à 1897 lorsque les Britanniques essaient de créer une force de combat pour contenir l'expansion coloniale française dans les territoires en bordures du Nord du Nigeria. La force est créée en 1899 et placée sous un commandement unifié appelé la Force de campagne d'Afrique de l'Ouest. C'est l'une des premières armées à être créées en Afrique de l'Ouest. Cette force participe activement à la Première Guerre mondiale, en démontrant un courage extraordinaire aux côtés des troupes britanniques au Cameroun et en Afrique de l'Est contre l'occupation allemande. Cette expérience acquise pendant la Première Guerre mondiale sur un terrain difficile contre une résistance acharnée permet à la Force



Le brigadier-général Michael Mohamed Samura, Forces armées de la République de Sierra Leone



Le colonel Steven Parker, Armée de terre des États-Unis (à la retraite)

Institutions pédagogiques militaires professionnelles en Afrique

Collège de la défense nationale - Kenya

ndc.go.ke

ANNÉE D'OUVERTURE : 1997

LIEU : Karen

COMMANDANT : Lieutenant-général L.M. Ngondi



HISTOIRE : Pendant des années, le Kenya envoyait ses officiers à l'étranger pour leur formation. Dans les années 1990, le pays décide que cette formation doit être autonome à cause de l'augmentation des coûts et du petit nombre de places disponibles dans les autres écoles. En mai 2000, le collège est relocalisé dans un nouveau complexe à Karen, ce qui lui permet d'augmenter sa capacité de formation à 40 participants provenant de neuf pays. Le collège est accrédité en 2002 par l'intermédiaire de l'Université de Nairobi pour offrir des diplômes et des maîtrises ès arts en études internationales.

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT : Le cours de certification du NDC dure 48 semaines et possède quatre trimestres. Ces trimestres ont les thèmes suivants : études de base, études nationales, comparaison internationale/nationale, et stratégies de sécurité.

MISSION : Préparer les officiers militaires de haut grade et leurs équivalents du service civil de la République du Kenya, ainsi que leurs homologues des pays amis, à assumer de plus grandes responsabilités dans la direction et la gestion stratégiques de la sécurité et d'autres secteurs associés de l'action publique.

Forces de défense du Rwanda Collège de commandement et d'état-major

rdfcsc.mil.gov.rw/about-us

ANNÉE D'OUVERTURE : 2012

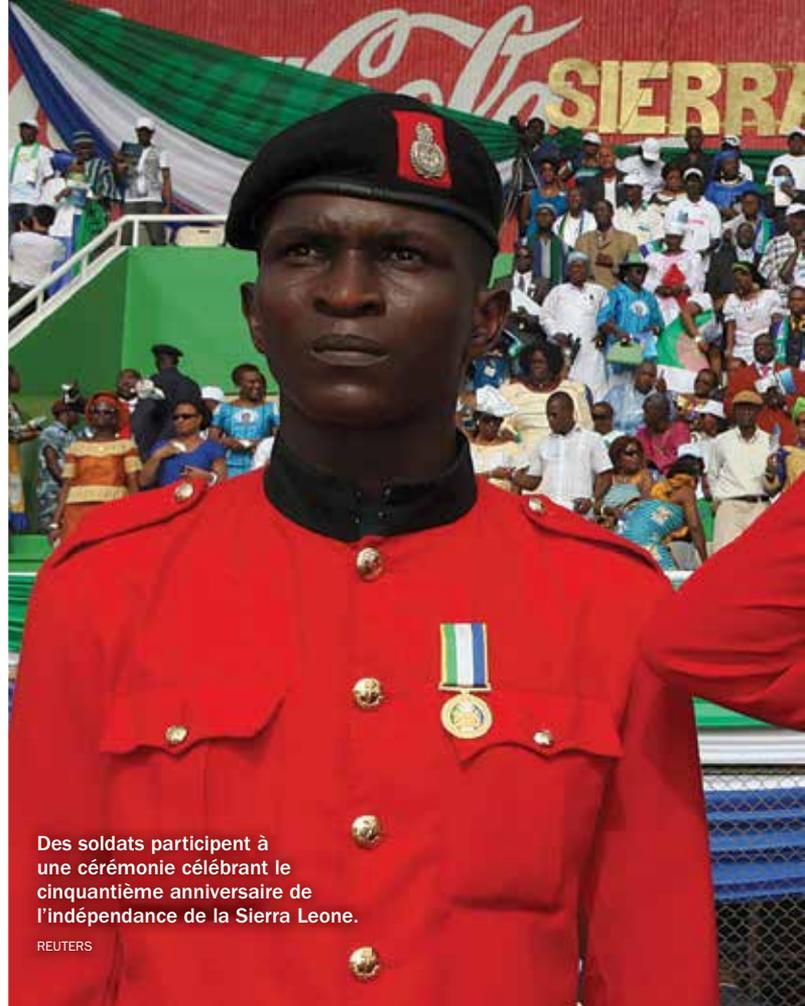
LIEU : Kigali

COMMANDANT : Major-général J.B. Kazura

HISTOIRE : Le Rwanda, ayant constaté un besoin d'investissement supplémentaire dans la formation, a établi ce collège dont le niveau est supérieur à celui de l'Académie militaire du Rwanda. Le collège a été fondé avec l'assistance du Collège de commandement et d'état-major général de l'Armée de terre des États-Unis à Fort Leavenworth aux USA et du Collège de commandement et d'état-major interarmées du Royaume-Uni.

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT : Le collège forme les officiers de divers services et organisations des Forces de défense du Rwanda. Il accepte aussi des étudiants provenant des forces de défense régionales alliées. Le collège est accrédité par l'intermédiaire de l'Université nationale du Rwanda et offre des maîtrises et des diplômes de troisième cycle en études de sécurité. Son cours de commandement et d'état-major pour les officiers de haut grade prépare les officiers aux nominations à des postes supérieurs en développant leurs aptitudes de commandement et de leadership, par une formation au sein d'un seul ou de plusieurs services, et par des opérations combinées ou inter-agences.

MISSION : Développer les compétences intellectuelles et professionnelles des officiers dans le commandement et le contrôle des forces de défense ainsi que conduire des recherches dans les questions de défense et de sécurité afin d'affronter efficacement les défis de l'environnement opérationnel complexe et dynamique.



Des soldats participent à une cérémonie célébrant le cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Sierra Leone.

REUTERS

Forces armées du Ghana Collège de commandement et d'état-major

gafcscmil.edu.gh

ANNÉE D'OUVERTURE : 1963

LIEU : Accra

COMMANDANT : Contre-amiral Seth Amoama

HISTOIRE : Le Ghana participe à des missions internationales de maintien de la paix depuis 1960, lorsqu'il s'était joint à la mission des Nations unies en République du Congo. Ceci, ainsi que d'autres facteurs, a conduit les Forces armées du Ghana à élargir le champ d'application de l'enseignement mis à la disposition de ses officiers. Le collège, qui est opérationnel depuis plus de cinq décennies, a collaboré avec l'Université du Ghana et l'Institut ghanéen de la gestion et de l'administration publique, ainsi qu'avec l'Université Cranfield et l'Université Bradford au R.-U. Il a récemment agrandi ses installations, en ajoutant de nouvelles salles de classe, des bureaux administratifs, un amphithéâtre, une salle de conférence vidéo et une bibliothèque.

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT : Il offre des programmes militaires pour les officiers subalternes et de haut grade, des programmes académiques de troisième cycle et des programmes internationaux. Le programme militaire pour officiers de haut grade comporte trois trimestres et des modules sur certains thèmes, y compris la gestion de la défense, les conflits et les crises, et la zone économique exclusive.

MISSION : Former les officiers de grade intermédiaire des Forces armées du Ghana et d'autres services de sécurité, les civils qualifiés et les officiers des forces armées amies pour les fonctions de politique, de commandement, d'état-major et de leadership de niveau intermédiaire dans les opérations interarmées, combinées et multi-agences. Fournir des engagements plus forts au sein de l'environnement national et international.



de campagne d'offrir des renforts précieux aux forces britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale.

Au moment de l'indépendance en 1961, le Régiment de Sierra Leone devient la Force militaire royale de Sierra Leone. Celle-ci est rebaptisée Force militaire de la République de Sierra Leone (RSLMF) en 1971 lorsque le pays devient une république. À la suite d'une histoire difficile incluant plusieurs transferts de pouvoir non démocratiques et une guerre civile qui dure pendant une décennie, elle est renommée Forces armées de la République de Sierra Leone (RSLAF) et reçoit sa structure actuelle. Un Ministère de la Défense sous contrôle civil encadre les forces armées au niveau stratégique et le Commandement des forces interarmées dirige les RSLAF, qui comprennent trois brigades d'infanterie, des unités de formation et de soutien, des troupes de la force, une escadre maritime et une escadre aérienne.

Séparation des pouvoirs

Comme beaucoup de pays africains, la Sierra Leone a subi les conséquences de l'intervention militaire dans la politique. En 1967 et 1968, divers éléments de la hiérarchie militaire organisent trois coups et contre-coups. Ces interventions conduisent à une animosité considérable du public contre les forces armées. Dans les années qui suivent, un groupe paramilitaire, la Force des gardes présidentielles, est créé et la RSLMF est l'objet d'un « bourrage » par les fidèles du parti pour l'empêcher de



renverser le gouvernement. En conséquence, l'armée devient très politisée et mal équipée.

En 1996, un nouveau gouvernement démocratiquement élu décide de brider les forces armées en réponse à la prise de pouvoir antérieure de la junte. Le nouveau gouvernement réduit considérablement les ressources, ordonne les mises à la retraite en masse, réaffecte sans justification les soldats des gardes présidentielles et crée une Force de défense civile parallèle aux forces armées, qui leur fait concurrence pour bénéficier des mêmes ressources de défense. L'année suivante, un autre coup d'état a lieu. Il conduit finalement à l'intervention par une force de maintien de la paix conduite par la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest.

Ce récit édifiant montre ce qui peut se produire lorsque les forces armées deviennent trop politisées et perdent la confiance et le respect du peuple.

Les leçons historiques provenant de toute l'Afrique montrent que le professionnalisme militaire se pratique dans les deux sens. Les responsables civils et militaires conviennent de ne pas intervenir dans les affaires des autres. Les forces armées devraient disposer d'une grande latitude pour déterminer la sélection, la promotion et l'affectation du personnel, ainsi que pour mettre en œuvre les principes du commandement et du contrôle. D'un autre côté, les militaires professionnels doivent accepter le contrôle de l'état et y intégrer les allégeances telles que celles concernant l'ethnicité ou le régionalisme. Les

officiers et les soldats doivent accepter la structure hiérarchique et rejeter l'emploi de leurs pouvoirs de coercition à des fins sous-nationales ou personnelles.

L'histoire nous montre aussi que les forces armées reflètent le caractère du système national à la base de leur création. Le professionnalisme prospère dans un système institutionnalisé de valeurs politiques stables et universellement acceptées qui existent indépendamment d'un gouvernement particulier. En effet, les gouvernements ont un début et une fin alors que l'état et les forces armées sont permanents. Autrement dit, les valeurs et les intérêts de l'état ou des forces armées ont priorité sur tout groupe ou tout leader temporairement puissant.

Conditions du service

Le professionnalisme militaire est basé sur un engagement profond. Les soldats sont tenus de s'engager envers le pays, le service, leur unité, et finalement les uns envers les autres et envers la mission qui leur est confiée. Le métier de soldat nécessite souvent de longues heures de travail dans des conditions dangereuses, avec un confort minime ou inexistant. Leur engagement permet aux soldats de surmonter les épreuves et de continuer lorsque, physiquement, ils voudraient abandonner. En même temps, les soldats méritent une réciprocité de la part de leur hiérarchie. Lorsque la loyauté envers le souverain ou le commandement est exigée, elle doit aussi être accordée aux subordonnés.

Dans de nombreuses régions d'Afrique au cours des décennies antérieures, le traitement privilégié des forces armées était une raison majeure pour s'enrôler. Le logement et la nourriture étaient de bonne qualité et les salaires étaient souvent meilleurs que ceux du secteur civil. Une carrière militaire offrait les avantages des meilleurs soins médicaux pour le personnel et leurs familles, un plan de retraite et des prestations de survivant.

Aujourd'hui, il semble que ces bénéfiques aient été dévalués. La Sierra Leone, tout comme beaucoup de pays d'Afrique occidentale, connaît des problèmes associés aux salaires inadéquats. Récemment, on a signalé que des soldats mécontents s'étaient plaints de leur salaire et de leur situation au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Liberia et ailleurs. Le logement est aussi un sujet controversé. Il n'est pas rare de voir des soldats qui n'ont pas reçu d'allocation de logement et qui vivent à l'extérieur de leur caserne, à leurs propres frais, ou des soldats des unités provinciales qui vivent dans des logements de qualité inférieure qu'ils ont construits eux-mêmes. En outre, les pensions de retraite des officiers sont basses dans la région, et il arrive que des officiers de haut grade à la retraite soient forcés de chercher un emploi de garde de sécurité. Ces conditions de travail difficiles sont l'un des facteurs qui incitent les soldats africains à la corruption.

Les gouvernements d'Afrique devraient encourager la loyauté en améliorant les conditions du service. Non seulement cela aiderait à maintenir le moral, mais l'institution deviendrait plus attrayante tout en assurant que les forces armées ne soient pas sujettes à l'attrition.

Collège de commandement et d'état-major de la défense du Botswana

gov.bw/en/Ministries--Authorities/Ministries/
State-President/Botswana-Defence-Force-BDF/
Training—Recruitment



ANNÉE D'OUVERTURE : 2008

LIEU : Gaborone

COMMANDANT : Brigadier-général Papadi Monnatlhare

HISTOIRE : En 2004, le Conseil de la défense des Forces de défense du Botswana (BDF) a reconnu que le nombre restreint de places disponibles dans les établissements étrangers limitait l'accès des officiers à la formation. Il a établi le Collège de commandement et d'état-major de la défense en janvier 2008.

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT : Le collège fonctionne en association avec l'Université du Botswana, qui enseigne environ 30 pour cent des cours du programme. Des efforts sont en cours pour obtenir un statut d'association avec l'Université du Botswana afin de créer un diplôme en études militaires et stratégiques.

MISSION : Fournir aux commandants et aux officiers d'état-major un programme de formation militaire qui corresponde à l'environnement opérationnel du Botswana, en utilisant le terrain et l'équipement des BDF dans les circonstances uniques qui existent au Botswana.

République unie de Tanzanie Collège national de la défense

ndctz.go.tz

ANNÉE D'OUVERTURE : 2012

LIEU : Dar es Salam

COMMANDANT : Major-général Y.H. Mohamed



HISTOIRE : Depuis l'indépendance, les Forces de défense populaires de Tanzanie avaient réussi à donner à leurs officiers un accès à l'enseignement, en général grâce à une formation à l'étranger chez les pays partenaires. En 1998, les chefs du siège de l'état-major ont formé un comité pour examiner la possibilité de fonder un collège. Sa construction a été achevée en 2011 et les premiers cours du NDC ont été donnés en septembre 2012.

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT : Le programme est constitué de quatre trimestres de cours, deux exercices stratégiques, des dissertations et quatre sessions de formation pratique sur le terrain. Les modules des quatre trimestres de cours concernent les études de base, l'environnement sécuritaire de la Tanzanie, l'environnement sécuritaire international et les stratégies pour la sécurité nationale. L'admission est ouverte aux professionnels de la défense, au personnel de sécurité, aux employés civils des ministères, et à d'autres organisations et au personnel des forces armées alliées.

MISSION : Fournir aux décideurs politiques de haut niveau de la défense et du gouvernement les connaissances et la compréhension nécessaires de la totalité du système économique, politique, militaire et scientifique, des relations internationales, des aspects organisationnels nationaux et de la planification nécessaire pour la sécurité nationale, à la fois dans sa dynamique interne et dans ses contraintes externes.

En plus de créer une structure de salaire cumulative en fonction du grade, des réformes salariales devraient être introduites pour que les forces armées puissent être compétitives avec le secteur public sur le marché du travail. Des salaires basés sur les qualifications, le niveau d'étude et le lieu devraient être introduits. Des prestations de retraite pertinentes devraient être offertes et des programmes de réintégration dans le civil devraient être créés. L'offre de logements adéquats à un coût abordable aiderait à retenir les soldats, surtout ceux qui ont une famille. Lorsque tous ces points seront mis en pratique, l'attrition diminuera et plus de candidats de bonne qualité seront encouragés à s'enrôler, ce qui favorisera ainsi le professionnalisme.

L'adhésion à un code de vie

Un code de conduite est un outil disciplinaire qui donne aux soldats des directives sur la façon d'agir moralement en tant que soldat. Lorsqu'il est utilisé correctement, il représente la norme de comportement et les valeurs noyaux qui devraient orienter les forces armées en tant qu'organisation noble et responsable devant son personnel. Idéalement, les soldats connaissent à fond le code de conduite. De nombreux crimes commis par les soldats dans leur caserne ou au dehors sont dus à leur ignorance du code. Comme beaucoup de forces armées dans le monde, les RSLAF ont un code de conduite. Les « choses à faire » incluent :

- Rester fidèle à la nation, au chef d'état et au commandant en chef, et à la chaîne de commandement.
- Toujours être discipliné, ponctuel, vêtu correctement, et se conduire de façon polie et respectueuse.
- S'efforcer constamment d'améliorer ses aptitudes professionnelles et travailler diligemment et efficacement.
- Faire preuve de leadership en restant calme en cas de stress, et prendre responsabilité pour ses erreurs.
- Être équitable, franc et honnête en toutes circonstances, et faire preuve d'intégrité.

Les « choses à ne pas faire » incluent :

- Ne jamais blâmer les autres pour ses propres erreurs, surtout pas les subordonnés.
- Ne jamais trahir la confiance, sauf si cela est nécessaire pour ne pas compromettre son intégrité.
- Ne pas dire inutilement du mal de ses supérieurs hiérarchiques, ses collègues ou ses subordonnés à des tiers.
- Ne pas placer son intérêt ou celui de quelqu'un d'autre avant l'intérêt des Forces armées.
- Ne pas permettre aux émotions personnelles d'affecter le traitement des autres officiers ou soldats.

L'objet de tout code de conduite devrait être de façonner le comportement plutôt que de chercher des coupables pour les punir. Non seulement les soldats devraient apprendre ces valeurs pendant leur formation de base, mais ils devraient aussi les démontrer chaque jour dans



Des soldats montent la garde alors que des dignitaires visitent le site d'une coulée de boue mortelle à Regent en Sierra Leone.

REUTERS

toutes leurs activités, militaires ou non. Les valeurs noyaux de l'armée définissent complètement le soldat. Plus on les rappellera aux gens, plus il est probable qu'ils les apprendront et qu'ils les vivront, et meilleures seront la discipline et la réputation de l'institution.

Formation, éducation et morale opérationnelle

La formation est la pierre angulaire de la préparation opérationnelle. Pour le professionnalisme militaire, l'aptitude est essentielle. Sans elle, ni la discipline d'un maître Zen, ni l'engagement d'un zélate ne signifient grand-chose. L'aptitude permet aux soldats de mener à bien les missions qui leur sont confiées. Un fantassin doit pouvoir tirer, un ingénieur doit pouvoir construire, un pilote doit pouvoir piloter. Le manque de connaissance peut faire la différence entre la vie et la mort lorsque le temps de réaction est réduit à quelques secondes.

Pendant la guerre civile longue et onéreuse de la Sierra Leone, le pays a beaucoup recruté pour grossir les rangs de ses forces armées. La qualité et les normes en ont souffert. Vers la fin des années 1990, la confiance du public avait tellement baissé que l'idée de dissoudre les Forces armées fut examinée. À la fin de la guerre en 2002, les effectifs avaient augmenté à un niveau insoutenable de 15.500.

Lorsque la paix est revenue, la Sierra Leone a demandé officiellement au gouvernement britannique de l'aider à requalifier et rétablir les Forces armées. Une équipe britannique de formation à court terme s'est jointe à un groupe militaire international de consultation et de formation envoyé en Sierra Leone et la requalification a commencé en 2000. En date de 2003, 13 bataillons avaient été requalifiés et déployés dans le pays. Le programme donna aussi l'opportunité aux ex-combattants qualifiés de rejoindre les forces armées grâce au programme de réintégration militaire. En 2010, la taille des effectifs fut fixée à 8.500.

La Sierra Leone s'efforce désormais d'améliorer l'accès à la formation et de relever le niveau de qualité des Forces armées. Elle a un système selon lequel un tiers des effectifs participe à une formation à n'importe quel moment, alors que le reste est soit affecté à des opérations, soit assigné à des fonctions régimentaires habituelles.

Des signes d'amélioration ont été constatés en 2013 lorsque la Sierra Leone a envoyé 850 gardiens de la paix en Somalie. Après avoir accueilli pendant des années une mission de maintien de la paix des Nations unies, pouvoir rendre la pareille et porter assistance à un autre pays dans le besoin fut une grande source de fierté.

Les opportunités présentes et futures

Un domaine de focalisation concerne l'amélioration de l'accès à la formation par les sous-officiers africains. Ils doivent être habilités avec les connaissances nécessaires pour alléger le fardeau des officiers et être capables de prendre l'initiative sans supervision directe. De nombreuses forces armées possèdent des systèmes de formation et d'éducation des sous-officiers bien développés incluant une série de cours qui sont incrémentiels et promotionnels. L'armée britannique par exemple offre des classes sur les études militaires nationales et internationales, les langues, les mathématiques, la conduite et la technologie de l'information.

Les forces armées africaines doivent faire de même et s'assurer que les cours déjà bien aménagés pour les sous-officiers soient requis pour toutes les promotions.

En ce qui concerne le recrutement des élèves officiers, beaucoup de pays utilisent le système du corps de formation des officiers dans lequel les étudiants universitaires suivent certains modules militaires et sont encouragés à s'enrôler dans les forces armées après leurs études. Ceux qui décident de s'enrôler reçoivent des bourses. D'autres utilisent l'affectation directe des détenteurs d'un diplôme professionnel provenant du service civil. Ces programmes sont importants pour attirer les meilleurs jeunes candidats dans le service.

Collège national de la défense du Nigeria

ndc.gov.ng

ANNÉE D'OUVERTURE : 1992

LIEU : Abuja

COMMANDANT : Contre-amiral Adeniyi Adejimi Osinowo



HISTOIRE : Le NDC s'inscrit dans la tradition de formation établie par l'Académie de la défense du Nigeria à Kaduna pour la formation des élèves officiers et par le Collège de commandement et d'état-major des Forces armées à Jaji pour la formation des officiers de grade intermédiaire. En tant qu'institution de formation au niveau stratégique, il sert tous les trois services des Forces armées du Nigeria. En 1995, il a été transféré de Lagos à Abuja et on projette de le relocaliser dans un campus permanent au district Jabi d'Abuja.

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT : Il est conçu pour être provocant, exigeant et rigoureux. Les participants font face à une variété de problèmes pour lesquels il n'existe pas de « solution modèle ». Ils sont encouragés à considérer et à mettre en doute leurs propres suppositions et points de vue intellectuels sur la nature de la guerre, de la paix, du leadership, de la politique, de l'éthique et de l'utilisation de la force.

MISSION : Fournir des connaissances et développer l'expertise et les aptitudes des officiers militaires de haut grade et de leurs homologues civils grâce à une compréhension solide de tous les facteurs essentiels qui affectent la sécurité nationale, et les préparer à assumer de plus grandes responsabilités aux niveaux opérationnel et stratégique dans des missions nationales aussi bien qu'internationales.

Collège national de la défense d'Afrique du Sud

defcol.mil.za

ANNÉE D'OUVERTURE : 1973

LIEU : Pretoria

COMMANDANT : Brigadier-général M.P. Sereko



HISTOIRE : Entre 1973 et 1999, le collège offrait 42 cours d'officiers interarmées et 18 cours spéciaux d'officiers interarmées. Le programme d'enseignement fut réétudié après l'indépendance et en 2001 le collège prit le nom qu'il possède actuellement. En 2015, il inaugura des études de sécurité et de défense et des études de gestion de programme.

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT : Le SANDC est l'institution principale des Forces nationales de défense d'Afrique du Sud, et permet aux chefs de haut rang, civils et militaires, d'étudier les problèmes de la sécurité et la formulation de la politique/stratégie. Le collège est un centre d'excellence dans la poursuite des études et de la recherche dans diverses disciplines, en fournissant des contributions sur la sécurité nationale au niveau stratégique. Le collège de la défense renforce l'éducation de niveau supérieur dans la formulation de la politique et de la stratégie et joue le rôle de groupe de réflexion national.

MISSION : Éduquer les chefs stratégiques compétents et crédibles dans les études de sécurité et de défense pour qu'ils puissent affronter avec confiance les environnements nationaux, régionaux, continentaux et mondiaux.

Un soldat garde un flanc de colline à Freetown en Sierra Leone, où de fortes pluies ont causé des coulées de boue qui ont fait plus de 400 morts.

AFP/GETTY IMAGES





L'éducation militaire professionnelle d'une armée en dit long sur les caractéristiques qu'elle cherche pour ses effectifs, et sur l'armée elle-même. Considérez l'inclusion de sujets non militaires et non opérationnels dans le programme de formation des officiers et invitez des professeurs d'université, des représentants des ministères d'état et des officiers supérieurs en retraite à présenter certains thèmes. Envisagez d'envoyer les officiers à l'étranger pour qu'ils suivent des études dans des pays qui offrent des classes dans des disciplines militaires uniques et stratégiques. Les disciplines telles que la recherche et le développement, les achats et l'automatisation des systèmes, entre autres, restent essentielles mais mal explorées. Le perfectionnement des leaders grâce à la formation officielle, l'éducation et l'expérience devrait caractériser toutes les forces armées.

Finalement, il faut aborder la question de la morale opérationnelle. Le but de la formation militaire consiste à inculquer un état d'esprit opérationnel chez les soldats. Elle prépare les soldats : ils appuient sur la gâchette pendant la formation pour assurer qu'ils pourront aussi le faire dans les combats. La morale opérationnelle concerne donc la culture et l'état d'esprit de base qui permettent aux soldats d'être efficaces pendant les combats. Elle permet aux soldats de faire preuve d'une solidité de caractère et d'un courage moral et physique. Que la formation soit ou non très proche de la réalité, elle ne pourra jamais reproduire la situation opérationnelle réelle. Les connaissances et les aptitudes acquises pendant la formation sont destinées à servir de directives face à une situation réelle. Les soldats doivent adopter une culture de vigilance constante pendant les opérations. Ils doivent maintenir l'endurance opérationnelle, le dynamisme et la vigilance sécuritaire en permanence jusqu'à ce qu'ils quittent le théâtre des opérations. La mission opérationnelle doit toujours être placée en premier.

Plus forts ensemble

Les armées africaines sont maintenant mieux préparées à renforcer leurs propres institutions d'enseignement militaire professionnel et à établir des relations importantes dans leurs régions et au-delà. Elles souhaitent participer à des partenariats stratégiques qui fournissent des résultats à court et à long terme. Il ne s'agit pas simplement de dépenser davantage pour la formation et l'équipement. La formation est très périssable et l'équipement n'a pas de valeur qui soit supérieure à l'opérateur qui l'utilise et la stratégie qui le soutient. Il s'agit du développement des relations et du renforcement des institutions. L'éducation militaire professionnelle peut offrir une meilleure autonomie et de meilleurs résultats à l'Afrique et à ses forces armées dans les années à venir. □

Le brigadier-général Samura des Forces armées de la République de Sierra Leone est le chef d'état-major adjoint de la défense pour la formation et la doctrine. Le colonel Parker, ancien officier de l'Armée de terre des États-Unis à la retraite, était l'officier responsable du programme d'éducation militaire africaine et conseiller militaire principal du Centre africain pour les études stratégiques.

La responsabilisation **DES SOUS-OFFICIERS**

**Les pays du continent constatent les avantages
liés à des sous-officiers éduqués et bien formés**

PERSONNEL D'ADF
PHOTOS PAR LE SERGENT D'ÉTAT-MAJOR GRADY JONES/ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE



Les forces armées sont en général constituées d'un corps d'officiers au sommet de la hiérarchie et d'un grand nombre de soldats, marins et aviateurs en bas. Mais entre les deux se trouve un personnel qui est crucial pour des opérations efficaces et professionnelles : les sous-officiers.

Les tâches des sous-officiers peuvent varier d'une armée à l'autre, mais en général ils sont chargés de la formation et du soutien d'une force prête pour les missions et de l'exécution des stratégies qui sont conçues par le corps des officiers. Dans la plupart des armées, une nouvelle recrue dépend d'un sous-officier pour la formation de base, les exercices et l'instruction des cérémonies, et pour l'ordre et la discipline.

Les opportunités de formation avancée n'ont pas toujours été mises à la disposition des sous-officiers et leur rôle n'a pas beaucoup évolué au cours des années. Pendant la guerre froide, certaines armées du monde en développement étaient formées par l'Union soviétique ou les pays du bloc communiste, qui avaient des gouvernements et des forces armées très centralisés. Une partie de cette rigidité a persisté à travers les années. Lorsque la prise de décision est centralisée, cela alourdit la bureaucratie et peut dégrader la confiance.

« Dès que les gens pensent qu'ils ne sont pas habilités à prendre des décisions, lorsque le niveau supérieur suivant doit prendre les décisions, ou le niveau supérieur suivant doit approuver, dès que ce genre de situation se produit, la confiance est détruite dans l'organisation », déclare Abel Esterhuyse, professeur associé de l'Université Stellenbosch en Afrique du Sud. « Plus vous responsabilisez les gens, plus vous obtenez leur confiance. »

«Pour renforcer une armée, pour renforcer son professionnalisme audacieux, on commence par le corps des sous-officiers. Cela ne fait aucun doute. »

~ Abel Esterhuyse, professeur associé de l'Université Stellenbosch en Afrique du Sud



Des leaders non gradés de haut rang provenant de 19 pays africains se sont réunis à la première Conférence des leaders africains non gradés de haut rang à Grainau en Allemagne.

L'adjudant Alassane Ndjaye des Forces armées du Sénégal pose une question à la Conférence des leaders africains non gradés de haut rang.



Le brigadier-général (à la retraite) Saleh Bala du Nigeria a formé des soldats à tous les niveaux et a travaillé au sein de l'équipe dirigeante du Collège de commandement et d'état-major des Forces armées du Nigeria et du Collège de la défense nationale. Il déclare que les perspectives coloniales britanniques et françaises ont influencé une approche qui encourageait l'« élitisme » dans les corps d'officiers africains.

« Le sous-officier était essentiellement laissé au niveau sous-tactique, déclare le général Bala à *ADF*. Donc le besoin d'avoir un sous-officier qui passe au niveau plus élevé du raisonnement critique pour pouvoir faire une estimation rapide de la situation sur le champ de bataille afin de prendre des décisions était laissé au subalterne, qui était un officier. »

Aujourd'hui, le Nigeria et d'autres pays reconnaissent qu'il est nécessaire de changer cela.

« Nous avons un changement total de paradigme et de période, où la technologie a avancé, où le paradigme de la guerre elle-même a changé, et pour lequel l'Internet est très important, déclare le général Bala. Les machines que nous devons utiliser aujourd'hui nécessitent un intellect de plus haut niveau. Dans la plupart des armées du monde, le nombre de sous-officiers a augmenté de 75 ou 80 pour cent. » Le général Bala souligne l'importance de la formation des sous-officiers dans le raisonnement critique, dans la TI, dans la science et la technologie, et dans les plus hauts niveaux de leadership.

SUCCÈS DE LA MODÉLISATION SUR LE CONTINENT

Les forces armées montrent un intérêt pour développer leur corps des sous-officiers avec davantage d'éducation, de

formation et de développement. Ce souhait était évident en novembre 2017 lors de la session inaugurale de cinq jours de la Conférence des leaders africains non gradés de haut rang (ASELC) à Grainau en Allemagne, parrainée par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique.

Trente-cinq sous-officiers africains représentant 19 pays ont participé à la conférence. Les pays représentés sont le Botswana, le Burkina Faso, les Comores, le Ghana, le Kenya, le Liberia, Madagascar, le Malawi, le Mali, l'île Maurice, le Mozambique, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Sierra Leone, l'Afrique du Sud, le Togo et l'Ouganda.

« La majorité recherchent tous la même chose », déclare le sergent-chef du commandement de l'Armée de l'air Ramon Colon-Lopez, leader non gradé de haut rang du commandement pour l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique. « Ils veulent l'autonomie, ils veulent la responsabilisation et ils veulent vraiment avoir accès à leur chef de la défense et aux informations pour qu'ils puissent mieux conseiller leurs officiers de haut grade. »

Même aujourd'hui, certains pays sont en tête dans le développement de leur corps de sous-officier. Le sergent Colon-Lopez déclare que le Botswana, le Ghana, le Malawi et le Sénégal ont des sous-officiers qui sont devenus conseillers principaux non gradés de leur chef de la défense.

Le Botswana en particulier fait des avancées avec ses sous-officiers. Les Forces de défense du Botswana (BDF) ont exprimé un intérêt pour intégrer les sous-officiers dans les rangs des équipes d'état-major, intégrer les femmes dans les forces armées et stopper les assauts sexuels, et ajuster l'âge de la retraite pour le personnel non gradé. Les BDF ont été capables d'obtenir des changements de



Le sergent-major de la force Elvidge Serumola des forces de défense du Botswana s'adresse aux participants à la Conférence des leaders africains non gradés de haut rang.

Le sergent Khiran Hurreeram de la force mobile spéciale des Forces de police de l'île Maurice écoute un rapport à la Conférence.

L'adjudant 2 Jeffery Cecile de la Force populaire de défense des Seychelles pose une question pendant la Conférence.

la législation nationale qui haussent l'âge de la retraite et font avancer le projet de création d'un inspecteur général pour les assauts sexuels et autres crimes. En outre, chaque direction du siège de l'état-major des BDF a désormais un sous-officier exclusif.

Le sergent Colon-Lopez déclare que le Botswana est un bon exemple de modèle africain qui peut être utilisé pour inspirer d'autres pays du continent à renforcer leur corps de sous-officiers. L'approche permet aux armées africaines de chercher des solutions personnalisées sans qu'un modèle occidental ne leur soit imposé.

« Tous [les participants] à notre conférence voulaient trouver un moyen de devenir des soldats, des marins ou des aviateurs meilleurs et plus professionnels afin de former la génération suivante de... soldats, pour que ceux-ci puissent un jour prendre leur place », a-t-il déclaré.

LE MALAWI AGIT

L'une des conclusions de l'ALSEC d'Allemagne en 2017 est le fait que les pays participants souhaitent mieux collaborer sur l'éducation et la formation des sous-officiers. Lors de la prochaine conférence fixée pour octobre 2018, les participants parleront de l'établissement de « pôles d'excellence » dans toute l'Afrique où les participants des pays voisins pourront recevoir une base commune de formation pour assurer l'uniformité et l'intégration.

Des ateliers permettront aux participants de considérer les aptitudes de base dont ils ont besoin et d'identifier certaines installations qui existent déjà sur le continent et qui peuvent servir de centres de formation à un coût abordable, déclare le sergent Colon-Lopez.

L'académie des sous-officiers des Forces de défense du

Malawi à Salima est un exemple de centre de formation de sous-officiers du continent. Le Malawi, première nation du continent à posséder un tel centre, a créé cette académie avec l'aide du personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et la première promotion a reçu ses diplômes en avril 2014. (Voir l'encart en page 20.)

Les classes initiales enseignées à l'académie incluent l'égalité des chances, l'éthique, le harcèlement sexuel, les compétences informatiques de base, la logistique et la gestion des risques. Les formateurs américains ont choisi sept diplômés de la première promotion pour qu'ils deviennent formateurs de la promotion suivante, et finalement les diplômés du Malawi ont assuré la totalité de la formation.

M. Esterhuyse déclare que l'éducation du corps des officiers et la formation du corps des sous-officiers ne peuvent qu'améliorer le professionnalisme d'ensemble d'une armée. « Dès qu'il existe un corps de sous-officiers bien formés, beaucoup d'autres problèmes sont résolus dans l'armée, déclare-t-il. Puisque le corps des sous-officiers est bien formé, il y a des gens qui comprennent le besoin de cohésion, le besoin de réunir de petits groupes précisément pour la seule raison de créer une force armée cohésive. Il existe des sous-officiers qui comprennent l'importance de la formation rigoureuse, de la discipline, de l'équilibre entre la doctrine, la formation et la technologie, toutes les choses qui en fait font une différence sur le plan tactique ; elles peuvent être toutes adressées grâce à un corps de sous-officiers bien formés.

Pour renforcer une armée, pour renforcer son professionnalisme audacieux, on commence par le corps des sous-officiers. Cela ne fait aucun doute. » □

Le Malawi montre la voie avec l'académie des sergents majors

PERSONNEL D'ADF

Les Forces de défense du Malawi (MDF) ont ajouté une nouvelle dimension à l'éducation et à la formation des sous-officiers après avoir constaté l'existence d'une lacune dans le développement du leadership et l'éducation militaire professionnelle entre les sous-officiers de haut rang et les officiers.

Avec l'aide des États-Unis, les MDF ont créé leur Académie des sergents majors en 2014 sous les auspices du Collège des Forces armées du Malawi (MAFCO) à Salima, déclare le brigadier-général Swithun Mchungula, commandant du collège.

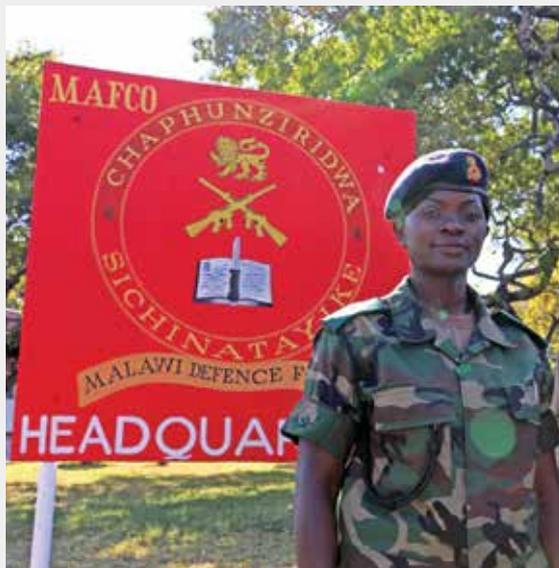
« L'académie des sous-officiers était nécessaire parce qu'elle prépare et améliore le rôle de leadership des sous-officiers dans les opérations interarmées et les opérations multinationales, ainsi que la capacité de travailler ensemble à plusieurs niveaux entre la brigade et le corps, déclare le général Mchungula à ADF. Elle prépare les sous-officiers à penser au-delà du niveau tactique... à penser aux niveaux opérationnel et stratégique. »

Au Malawi, le rôle des sous-officiers s'est borné à conseiller les supérieurs hiérarchiques immédiats et à former les soldats avec les armes, l'entraînement et les techniques de campagne. « Leur rôle était plutôt confiné à des tâches courantes, déclare le général Mchungula. Ils

n'étaient jamais exposés à ce que j'appellerais le raisonnement orienté vers le commandement de la mission. On leur disait quoi faire et comment le faire, on les nourrissait plus ou moins à la petite cuillère. Il est maintenant requis de dire ce qu'il faut faire au sous-officier moderne, mais il doit être professionnellement compétent pour savoir comment le faire. Ses responsabilités augmentent et on s'attend à ce qu'il sache ce que fait l'officier. »

L'académie a aidé à améliorer la confiance entre les officiers et les sous-officiers. « Avant l'ouverture de l'académie des sous-officiers, je crois qu'un point faible était le fait que le corps des officiers continuait à être formé, mais le corps des sous-officiers n'était pas formé, déclare le général Mchungula. Ainsi, le leadership n'était pas partagé parce qu'on ne faisait pas confiance aux sous-officiers, parce que les officiers pensaient que les sous-officiers ne pouvaient pas faire preuve de réflexion critique. Ils pensaient aussi que les sous-officiers ne pouvaient pas commander efficacement. »

Le personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique est venu au collège en 2014 pour introduire et enseigner le cours pour les sergents majors, qui constitue aujourd'hui la charpente de l'instruction des sous-officiers au Malawi. La première classe avait 30 sous-officiers du



Le lieutenant Linda Chikondi des Forces de défense du Malawi a commencé comme étudiante à l'académie des sergents majors. Elle est devenue plus tard commandante du cours des sergents majors.

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR CANDACE MUNDT/ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE



Les étudiants travaillent en équipe pendant leurs études à l'académie des sous-officiers des Forces de défense du Malawi.

ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

Malawi, y compris le lieutenant Linda Chikondi, adjudante 2, lorsque les classes commencèrent. Elle finit en tête de sa classe, fut immédiatement promue au grade d'adjudante 1 et fut choisie comme l'une des sept sous-officiers qui enseigneraient le cours aux autres. Plus tard, elle devint lieutenant et coordinatrice de cours jusqu'en juin 2017, lorsqu'elle fut envoyée au quartier général des MDF.

Le cours traite d'une vaste gamme de sujets, notamment la gestion du stress, le commandement des missions, le leadership, les concepts militaires intégrés, les méthodes de recherche, la technologie de l'information, les aptitudes de communication et le droit humanitaire international.

Le lieutenant Chikondi déclare à *ADF* que le cours donne aux participants des aptitudes de réflexion critique et aide les sous-officiers à développer leur « courage moral » pour engager effectivement les officiers. Souvent, lorsque de jeunes officiers commencent leur service, ils sont entourés de sous-officiers qui ont de nombreuses années d'expérience. Le cours aide les sous-officiers à se sentir à l'aise lorsqu'ils donnent des conseils aux officiers.

Le lieutenant Chikondi déclare que les informations du cours de sergent-major ont été utilisées pour renforcer d'autres cours pour sous-officiers enseignés à MAFCO. Par exemple, une classe concernant le counseling et la prévention du suicide a été ajoutée à un cours de sergent de peloton et un cours de commandant de section.

En date du printemps 2018, le cours de sergent-major avait été offert sept fois à plus de 200 étudiants. Parmi les étudiants, on compte le personnel en visite provenant des pays suivants : Kenya, Lesotho, Mozambique, Namibie, Nigeria, Rwanda, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

Le général Mchungula déclare que les demandes de participation au cours par les autres pays du continent ont augmenté régulièrement. Puisque l'académie ne possède pas de bâtiment ou de campus, elle doit programmer ses classes en évitant les conflits avec les autres cours du collège. Malgré ces défis, le général Mchungula espère avoir une académie de sous-officiers indépendante qui pourra contribuer au développement du leadership africain.

« Comme nous le disons toujours dans l'armée, les sous-officiers sont la charpente de l'armée, déclare-t-il. Chez MAFCO, nous pensons que la meilleure façon de renforcer cette charpente est de leur fournir un enseignement de haut niveau, de développer leur raisonnement du niveau tactique au niveau stratégique. Nous devons nous souvenir que les sous-officiers qui comprennent leur rôle au sein du commandement sont capables de contribuer à l'efficacité du commandement. Les sous-officiers ont la tâche principale de former et de prendre soin de leurs soldats, et cela peut être réalisé si nous avons des sous-officiers professionnels bien formés. »

« L'académie des sous-officiers était nécessaire parce qu'elle prépare et améliore le rôle de leadership des sous-officiers dans les opérations interarmées et les opérations multinationales, ainsi que la capacité de travailler ensemble à plusieurs niveaux entre la brigade et le corps. »

~ Brigadier-général Swithun Mchungula, commandant du Collège des Forces armées du Malawi



LE BRIGADIER-GÉNÉRAL SWITHUN MCHUNGULA

LA CYBERSÉCURITÉ

EXIGE UN FRONT UNI

LE POINT DE VUE D'UN CAP-VERDIEN SUR AFRICA ENDEAVOR

CAPITAINE DOMINGOS TAVARES, FORCES ARMÉES DU CAP-VERT

La numérisation a transformé la vie en Afrique. L'Internet et les technologies mobiles sont désormais avec nous où que nous allions.

Nous comptons sur cette technologie pour tout, depuis les services bancaires mobiles jusqu'au contrôle des satellites utilisés pour surveiller les cultures et suivre les événements climatiques.

Dans la plupart des cas, cette intégration numérique a été positive. Mais les défis qu'elle pose sur le continent deviennent clairs également. Les criminels profitent des lacunes dans les lois sur la cybersécurité, et le crime traditionnel prend une dimension internationale avec l'utilisation du Web.

Les pays africains ont perdu au moins 2 milliards de dollars à cause des attaques cybernétiques en 2016, selon un rapport de la société technologique Serianu. Le continent était aussi un point de départ pour le cybercrime, notamment les fraudes par hameçonnage, les attaques par maliciel et d'autres crimes avec une portée mondiale.

Africa Endeavor est un symposium annuel pour leaders de haut rang, coparrainé par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et par un pays africain partenaire, et les participants sont des représentants de haut rang de plusieurs pays africains. Des représentants de 40 pays ont participé à Africa Endeavor 2017 (AE17), qui a eu lieu au Malawi. Il a souligné certaines carences importantes de cybersécurité que les professionnels de la sécurité du continent doivent affronter.

Mon pays du Cap-Vert a déjà commencé à faire face à la cybersécurité et je pense que nous pouvons aider les autres en formant un partenariat dans la lutte contre la cybercriminalité. L'étape la plus importante consiste à convaincre les responsables politiques de l'urgence de la cybersécurité et du besoin de créer des lois qui, si elles sont compatibles avec celles des partenaires internationaux, peuvent affronter efficacement le cybercrime.

Pendant AE17, nous avons appris que la cybersécurité commence souvent avec l'utilisateur, dont l'ignorance ou la négligence peut exposer toute

sorte de données personnelles sur les plateformes numériques. Une présentation par des représentants des Pays-Bas a souligné l'importance de rester en alerte lorsqu'on utilise certains sites Web et l'importance d'avoir un mot de passe robuste et sécurisé.

La nature de la criminalité organisée transnationale, qui aujourd'hui a une composante de cybersécurité, a aussi été abordée à la conférence. Ces organisations criminelles adoptent les capacités du commandement et du contrôle cybernétiques pour conduire des opérations dans les domaines du la piraterie maritime, de la pêche illégale et du trafic des personnes, des animaux et des biens. La communication et la coopération encouragées par Africa Endeavor, dont le but est d'analyser et de relever les défis d'interopérabilité, peuvent jouer un rôle fondamental pour fermer ces réseaux.

Depuis le début des années 2000, le Cap-Vert a étendu l'accès à l'Internet à toutes ses neuf îles et il est désormais connecté à deux câbles transatlantiques à fibre optique. Le plan à long terme consiste à créer une « cyber-île » où le Cap-Vert peut être un leader dans les services, notamment la maintenance des logiciels et le développement et l'externalisation pour les sociétés multinationales.

Cet avenir prometteur nécessitera des protections cybernétiques fortes.

En 2016, le Cap-Vert a approuvé la Stratégie nationale pour la cybersécurité, qui clarifie que la cybersécurité est la clé du développement du pays. L'objectif principal de la stratégie consiste à protéger le pays contre les menaces cybernétiques et la cybercriminalité ; elle le fait en attribuant des responsabilités à différents acteurs nationaux et internationaux.

La supposition selon laquelle la cybersécurité est à la base du développement a été continuellement renforcée depuis l'adoption de cette stratégie en 2016. Le pays dépend fortement des technologies de communication et ses vulnérabilités proviennent de plus en plus de cette dépendance. Nous avons une structure de gouvernance électronique, une forte pénétration de l'Internet (environ 70 pour cent de la population) et une société qui enchevêtre de plus en plus les communications personnelles et d'affaires.

La Stratégie nationale du Cap-Vert a été développée pour répondre aux enjeux de la cybersécurité

pour notre population civile et pour les institutions publiques et privées. Elle indique fermement que nous ne permettrons pas au Cap-Vert de devenir un sanctuaire pour les cybercriminels attirés vers les pays où les cybercrimes ne sont pas poursuivis par la loi.

Le pays vise à la coopération avec l'Union africaine et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, avec le soutien des partenaires tels que les États-Unis. Un objectif majeur consiste à créer un centre national de la cybersécurité qui accueillera une équipe de réponse informatique d'urgence responsable pour tous les secteurs, notamment la défense nationale.

Le cyberspace est un espace ouvert dans lequel le crime et le criminel ne sont pas nécessairement situés au même endroit, et les cibles peuvent être une infrastructure civile, militaire ou paramilitaire. Peu de cibles sont hors de portée. Il est donc essentiel que les forces armées soient capables d'affronter les menaces cybernétiques qui compromettent la



Des enfants jouent dans l'eau au port de Sal Rei, ville principale de l'île de Boa Vista au Cap-Vert.

sécurité. Il est aussi essentiel que ces informations soient partagées entre les pays parce que la coopération dans le secteur numérique est vitale. AE17 a fourni un forum pour aborder les préoccupations concernant la sécurité nationale et régionale en Afrique ; il reste une fondation solide sur laquelle on peut bâtir de meilleures capacités d'intégration et d'interopérabilité pour adresser les menaces basées sur l'Internet, les carences de la cybersécurité et la nature en évolution constante des activités criminelles d'aujourd'hui □

Engagement profond, attentes élevées

Les valeurs de la prochaine génération de leaders africains dans le secteur de la sécurité

DR KWESI ANING ET DR JOSEPH SIEGLE

Le rôle des professionnels africains de la sécurité a changé énormément au cours des dernières décennies. Les leaders d'aujourd'hui font face à une collection vertigineuse de défis provenant des milices armées, des organisations extrémistes violentes, du terrorisme, de la piraterie, de l'insurrection et de l'instabilité causée par les crises politiques, parmi tant d'autres. Ces menaces affectent les théâtres nationaux, régionaux et transnationaux, parfois en même temps. En conséquence, les professionnels africains contemporains de la sécurité doivent être extrêmement polyvalents.

Bien qu'une attention considérable soit prêtée aux défis de sécurité de l'Afrique, une réflexion relativement moindre concerne les acteurs du secteur de la sécurité eux-mêmes et la façon dont ils s'adaptent à l'environnement sécuritaire qui évolue rapidement.

Pour obtenir des données sur cette question, le Centre de formation international du maintien de la paix Kofi Annan et le Centre d'études stratégiques de l'Afrique ont conduit une enquête numérique anonyme de 742 professionnels africains actifs ou à

la retraite du secteur de la sécurité dans 37 pays en avril 2017. L'enquête a évalué leurs attitudes dans une série de thèmes concernant les motivations, les valeurs, les expériences formatives et les menaces affrontées. Les participants représentaient les forces armées, la police et la gendarmerie, avec des grades allant du sergent au général. Dans le but de discerner des différences de perspective entre les générations, cette étude a comparé les résultats parmi les participants appartenant à quatre tranches d'âge égales entre 25 et 70 ans. Ces résultats ont été augmentés par 35 entretiens face-à-face pour fournir des informations qualitatives sur les sujets étudiés.

Éducation

Les résultats de l'enquête montrent que les plus jeunes professionnels de la sécurité commencent leur carrière à des niveaux d'éducation beaucoup plus élevés comparé à leurs homologues aînés. Parmi les participants de la tranche la plus âgée, 47 % avaient fait des études secondaires ou moins lorsqu'ils ont commencé leur carrière, comparé à 26 % pour le groupe le plus



Les forces spéciales ivoiriennes participent à un défilé au palais présidentiel d'Abidjan pour commémorer la 57ème fête de l'Indépendance du pays. REUTERS



Un soldat kényan ajuste un drapeau avant la cérémonie d'inauguration pour la prestation de serment du président Uhuru Kenyatta à Nairobi. REUTERS

Les professionnels de la sécurité D'AFRIQUE

SELON LES CHIFFRES

97 %



pensent que la formation nationale est positive.

65 %



des jeunes professionnels de la sécurité mentionnent le « service au pays » comme raison principale d'enrôlement.

85 %



ont eu des opportunités d'amélioration de leurs qualifications éducationnelles depuis leur enrôlement.

55 à 75 %

déclare que leur service est caractérisé par des valeurs, notamment le devoir, la responsabilité, l'honnêteté, le respect des citoyens et le professionnalisme.



ILLUSTRATION D'ADF

jeune. Inversement, 41 % de la tranche la plus jeune ont rejoint le service avec une licence, comparé à 30 % pour la tranche la plus âgée.

Les forces armées enregistrent le gain le plus élevé pour le niveau d'éducation de ses membres. 56 % de la tranche la plus jeune des participants militaires ont commencé leur service avec une licence, comparé à 26 % pour la tranche la plus âgée, soit un gain de 30 points sur plusieurs décennies. Les recrues de la police possèdent les niveaux d'éducation les plus bas parmi les services, un tiers d'entre eux ayant commencé avec une licence, soit à peu près le même pourcentage que pour ceux qui ont fait des études secondaires.

Reflétant un engagement croissant des services de sécurité africains envers le développement professionnel, 85 % des participants indiquent qu'ils ont eu des opportunités d'améliorer leurs qualifications éducatives depuis leur entrée au service. Celles-ci incluent des opportunités pour obtenir des certificats professionnels ou techniques, des licences et des maîtrises.

Motivations

Les gens cherchent une carrière dans le secteur de la sécurité pour un grand nombre de raisons : patriotisme, désir de protéger les autres, tradition familiale ou moyen d'avancement professionnel et économique. En général, il existe plusieurs raisons.

En réponse aux questions de l'enquête, des différences générationnelles importantes apparaissent dans les motivations pour rejoindre le service. La tranche la plus jeune est en tête de toutes les tranches d'âge pour mentionner le « service au pays » comme motivation primaire. 65 % de cette tranche d'âge donnent cette raison, comparé à 57 % pour la tranche la plus âgée. Inversement, il est beaucoup plus probable que les membres les plus âgés des services se sont engagés parce qu'un membre de la famille y travaillait.

La combinaison des niveaux d'étude plus élevés, de la motivation pour servir le public et des liens de famille moins fréquents au sein du service suggère qu'un changement s'est produit au niveau des raisons pour faire carrière dans le secteur de la sécurité. Les jeunes membres du service semblent avoir davantage d'aptitudes et d'options d'emploi, mais ils choisissent leur carrière dans le secteur de la sécurité. Cette tendance offre la perspective d'une force plus capable avec des normes de professionnalisme potentiellement plus hautes, un contrôle civil du secteur de la sécurité et des relations entre la société et l'état.

Valeurs

D'importantes différences institutionnelles sont aussi observées dans le domaine des valeurs. De fortes majorités de participants militaires, à des taux de 55 à 75 %, indiquent que les valeurs telles que le devoir, la responsabilité, l'honnêteté, le respect des citoyens et le professionnalisme caractérisent leur service. Par contraste, seule une minorité de participants de la police ou de la gendarmerie, allant de 38 à 44 %, déclarent que ces valeurs reflètent leur institution.

Deux valeurs, « service au public » et « basé sur le mérite », n'ont eu de grand écho dans aucun service. Une minorité de participants de l'armée (46 %), la gendarmerie (38 %) et la police (25 %) pensent que ces valeurs caractérisent leur institution. Ces écarts soulèvent d'importantes questions sur la perception de l'objectif et du caractère équitable des institutions de sécurité.

En outre, le facteur de l'âge est important dans le processus d'identification des valeurs. L'identification des jeunes avec ces valeurs est moins probable que pour les générations aînées, et cela de façon uniforme. Par exemple, seulement 32 % de la tranche des plus jeunes s'identifient avec la valeur du « service au public ». Cela est particulièrement notable puisque ce groupe avait indiqué que le souhait de « servir le pays » était le facteur le plus important de leur recrutement.

De fortes divergences sur les valeurs sont aussi constatées en fonction du sexe. Les participantes ont affecté une valeur quelconque à leur institution à des taux de seulement 25 à 45 %. Ces différences d'âge et de sexe peuvent refléter une érosion de la morale institutionnelle chez les jeunes membres des services et chez les femmes. Alternativement, elles peuvent révéler un plus grand désir d'autocritique constructive de la part des plus jeunes générations et des membres féminins des services, qui cherchent à réformer des secteurs de leur institution sujets à une perception de carence.

Le type de régime affecte les perceptions

L'enquête révèle aussi des différences notables sur la perception des risques selon le type de régime. En particulier, les professionnels de la sécurité dans des pays autocratiques ont une probabilité quatre fois plus grande d'énumérer les troubles sociaux, les crises politiques ou les organisations extrémistes violentes comme menaces sérieuses, comparé à ceux des pays

démocratiques. Par exemple, seulement 11 % des participants provenant de démocraties pensent que les crises politiques menacent sérieusement leur pays. Par contraste, 41 % de ceux qui proviennent d'autocraties pensent qu'il y a des risques de sécurité sérieux liés à une crise politique.

Formation et création d'une identité

L'un des plus solides résultats de cette enquête est l'importance retentissante attribuée à la formation internationale. Quelque 97 % des participants considèrent que la formation internationale est positive. En outre, les participants identifient la formation internationale comme l'expérience de formation la plus importante pour façonner l'identité de leur carrière. Ce point de vue est particulièrement fort dans les trois tranches plus âgées. Pour la plus jeune tranche, la formation nationale est mentionnée comme facteur le plus influent, suivie par la formation internationale.

Les participants militaires se sont distingués, dans un rapport de 2 contre 1, en affirmant l'importance de la formation internationale comparé à la formation nationale pour obtenir une expérience influente capable de façonner leur carrière. Toutefois, cette tendance ne s'étend pas à la police et la gendarmerie, qui évaluent les formations nationale et internationale comme ayant une influence équivalente.

La valeur de la formation internationale comme expérience formative est fortement validée dans les entretiens. Les membres des services mentionnent l'expérience intellectuelle et professionnelle enrichissante, l'exposition aux collègues d'autres pays

affrontant des défis semblables, le renforcement des perspectives sur la sécurité régionale, l'établissement de relations durables et l'exposition à différentes technologies comme étant quelques-uns des bénéfices incontestables qu'ils ont obtenus avec ces expériences.

Il est notable que le maintien de la paix soit aussi hautement évalué comme expérience formative. Malgré l'orientation nationale de la police, le maintien de la paix est mentionné comme étant leur plus grande influence. Cela peut refléter la fréquence croissante des déploiements de policiers dans les opérations de paix, et l'influence de ces expériences sur l'auto-identité et le professionnalisme. Pour la gendarmerie, les expériences de maintien de la paix sont évaluées au même niveau que la formation nationale et internationale. Pour les participants militaires, elles sont en deuxième position, après la formation internationale.

Les résultats de cette recherche décrivent un secteur africain de la sécurité qui est mieux éduqué, engagé envers le service et désireux de renforcer sa capacité.

Implications

Les résultats de cette recherche décrivent un secteur africain de la sécurité qui est mieux éduqué, engagé envers le service et désireux de renforcer sa capacité. En outre, 92 % des participants indiquent que leurs attentes sont satisfaites. Cela suggère un récit généralement positif pour les forces africaines de sécurité. Il semble que cela ait été fortement facilité par l'engagement des gouvernements africains visant à soutenir les progrès éducatifs des membres de leurs services. Cela crée une force de sécurité de mieux en mieux éduquée, avec l'exception partielle de la police, dont les membres restent derrière les militaires et les gendarmes en ce qui concerne leur niveau d'études en début de carrière et leurs progrès ultérieurs.

Le soutien continu pour des opportunités de développement de capacité par l'éducation, la formation nationale et la formation internationale est important pour maintenir cette tendance positive. Étant donné la demande énorme pour la formation internationale et les avantages de celle-ci, le renforcement continu des institutions éducationnelles militaires professionnelles sur le continent a une grande valeur.

Les différences d'âge et de sexe concernant la perception des valeurs institutionnelles fournissent un point d'entrée potentiellement important pour la réforme dans le cadre d'un programme de renforcement de l'institution. Les questions qui méritent une attention particulière sont celles concernant les valeurs du « service au public » et « basé sur le mérite », qui sont mal classées par toutes les tranches d'âge et tous les services, mais surtout par les jeunes et les femmes. Pourquoi les membres des services pensent-ils que leur institution ne possède pas ces attributs ? Qu'est-ce qu'ils aimeraient changer ? L'analyse de ces questions et les initiatives correctives qu'elle peut susciter devraient être une priorité pour ceux qui veulent renforcer les institutions africaines de sécurité.

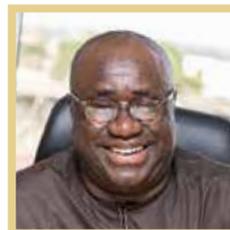
Les résultats de cette recherche soulignent aussi l'importance croissante des opérations de maintien de la paix sur l'identité et le professionnalisme des forces africaines de sécurité. Le potentiel d'un déploiement pour le maintien de la paix est un facteur motivant important pour les jeunes recrues et constitue une expérience formative de plus en plus influente pour les membres des services et leurs institutions. Alors que le maintien

de la paix assume une responsabilité plus centrale dans la mission des forces africaines de sécurité, leurs membres accueillent ce rôle et souhaitent améliorer leur efficacité et les leçons qu'ils obtiendront avec ces expériences. Il serait donc utile que les gouvernements africains et leurs partenaires internationaux continuent à renforcer cette capacité.



Des soldats participent à un défilé militaire à Abidjan en Côte d'Ivoire. Le secteur africain de la sécurité est de mieux en mieux éduqué et motivé à servir par les valeurs institutionnelles, selon une nouvelle enquête. REUTERS

En résumé, l'enquête décrit une situation généralement positive. Les professionnels africains de la sécurité sont éduqués de mieux en mieux, engagés dans leur carrière et désireux d'apprendre davantage. Ils considèrent leur profession comme une vocation et souhaitent mériter ses plus hautes valeurs. Pour les leaders militaires et civils du continent, le défi consiste à exploiter ce talent et cette énergie pour répondre aux enjeux complexes de sécurité du 21^{ème} siècle. □



Dr Kwesi Aning



Dr Joseph Siegle

Le Dr Kwesi Aning est directeur de la faculté des affaires académiques et de la recherche au Centre international de formation de maintien de la paix Kofi Annan à Accra, au Ghana. Le Dr Joseph Siegle est directeur de la recherche pour le Centre d'études stratégiques de l'Afrique à Washington, DC.

BATTEMENT DU CŒUR
DE L'AFRIQUE

COOK SHO



UNE RAISON DE SOURIRE
POUR WEST POINT AU LIBERIA

TYE
OP



PERSONNEL D'ADF

Il y a seulement quatre ans, West Point au Liberia titubait sous l'attaque de la pire épidémie d'Ebola dans l'histoire de l'Afrique de l'Ouest. Alors que la communauté internationale combattait le virus féroce, les Forces armées du Liberia mettaient en application une quarantaine qui exaspérait les résidents de cette communauté tentaculaire de 75.000 personnes.

West Point a été formée dans les années 1940 dans la capitale de Monrovia lorsque des ouvriers ont fait des dragages et ont bâti le premier port de commerce du pays. West Point s'est étendue à mesure que la guerre et la migration poussaient davantage de gens vers la capitale.

L'Ebola en tant que menace immédiate des résidents de West Point a reculé depuis longtemps, mais la communauté pauvre a toujours beaucoup de problèmes tels que la surpopulation, la criminalité, le manque d'infrastructure et le service électrique sporadique.

Un développement récent est sur le point de fournir un service vital à certains

résidents de la communauté. Quatre organismes locaux : Alternative to Violence Project-Liberia Student Initiative, Rescue Women, Peaceful United Lutheran Church et Rural Integrated Center for Community Empowerment, ont présenté et installé un système de filtrage d'eau BioSand pour purifier l'eau potable à West Point.

Philip S. Quoqui du Alternative to Violence Project a déclaré au journal *New Democrat* du Liberia en janvier 2018 que Friendly Water for the World, organisme basé aux USA, avait formé plusieurs douzaines de Libériens sur la façon de fabriquer et d'installer les filtres BioSand.

Ces filtres sont encastrés dans du béton et ont environ 1 mètre de hauteur. L'eau traverse des couches de sable et de gravier pour éliminer les bactéries, virus, amibes et autres contaminants.

« Nous devons être en alerte car il y a tellement de maladies transmises par l'eau, déclare-t-il. On dit qu'il y a des maladies de tout type dans notre pays, et certaines sont liées à des [causes] hydriques. »

Des enfants jouent à l'extérieur d'un petit restaurant dans la communauté de West Point à Monrovia, au Liberia. REUTERS



DÉFÉRENCE, RESPECT ET CREDIBILITÉ

LE BRIGADIER-GÉNÉRAL SALEH BALA

parle du besoin d'une culture de professionnalisme dans les forces armées africaines

Le brigadier-général (à la retraite) Saleh Bala a passé 29 ans dans l'armée du Nigeria. Il est ancien chef d'état-major militaire de la Mission des Nations unies en Côte d'Ivoire et ancien chef d'état-major pour le Centre d'infanterie de l'armée nigériane. Il a de longs antécédents comme enseignant des principes fondamentaux du professionnalisme pour les soldats, depuis les élèves officiers jusqu'aux officiers de grade intermédiaire. Il a été formateur à l'École d'infanterie de l'armée nigériane, formateur à l'Académie de la défense nigériane et membre de l'équipe dirigeante du Collège de commandement et d'état-major des Forces armées du Nigeria et du Collège de la défense nationale. Après avoir pris sa retraite en 2013, il a fondé une entreprise de recherche, formation et consulting, White Ink Consult. Il parle à ADF dans son bureau d'Abuja. Cette interview a été modifiée pour l'adapter à ce format.

ADF: Pouvez-vous parler d'un événement pendant votre carrière qui souligne l'importance du professionnalisme militaire et du comportement éthique ? Quelles sont les leçons que vous avez retenues de cet événement ?

BRIGADIER-GÉNÉRAL BALA : J'étais le troisième officier militaire au quartier général de l'ONU à Abidjan en Côte d'Ivoire, en 2011 et 2012. Je devais assurer la coordination avec mes homologues civils puisque le quartier général de l'ONU est dirigé par les civils. J'ai donc appris comment travailler et négocier avec les deux cultures. La culture civile est très bureaucratique et la culture militaire est axée sur le commandement. Cette période d'un an et demi fut très difficile et mit à l'épreuve ma compréhension et ma formation au niveau stratégique. Il faut établir la compréhension, la coordination, la coopération et les communications afin de réaliser une intégration dans ce quartier général de très haut niveau.

ADF: Vous deviez donc trouver un équilibre entre les forces armées qui voulaient des résultats rapides et le leadership civil qui suivait ses propres procédures. Y avait-il d'autres enjeux ?

BRIGADIER-GÉNÉRAL BALA : Nous étions aussi la deuxième mission après celle de la République démocratique du Congo, qui fut le banc d'essai pour la politique de l'ONU sur la protection des civils. Ceci nous amena aussi en contact régulier avec les organisations non gouvernementales (ONG) qui voulaient toujours préserver leur neutralité du point de vue professionnel. Elles ne voulaient pas être vues avec les militaires, sinon leur neutralité serait perdue aux yeux des autres parties du conflit. Mais la politique de protection des civils prévoyait aussi notre sécurisation des routes, des zones libérées et des zones sécurisées dans lesquelles ces ONG pouvaient travailler efficacement. Nous devons jouer ce rôle sans affecter ni influencer leur propre politique de neutralité.

« Les forces armées sont réputées être respectueuses, professionnelles et avoir une éthique régimentaire stricte. »

C'était une situation difficile mais à la fin nous avons été capables d'établir la compréhension. Nous avons une coordination efficace pour sécuriser les zones où les déplacés internes (IDP) et les réfugiés étaient placés. Nous avons pu sécuriser les routes utilisées pour fournir l'assistance humanitaire et coordonner avec le gouvernement [ivoirien] pour assurer que la sécurité et l'administration civiles soient rétablies dans les régions libérées.

ADF: En tant que formateur et mentor, comment avez-vous intégré les questions de professionnalisme et d'éthique dans la formation ?

BRIGADIER-GÉNÉRAL BALA : J'ai eu l'opportunité d'être formateur depuis le niveau tactique jusqu'aux niveaux opérationnel et stratégique. Cette période de mon service était aussi la période pendant laquelle le Nigeria passait d'un régime militaire à un régime civil. Elle était aussi une période cruciale et intéressante pendant laquelle le monde bipolaire est devenu unipolaire. C'était une période sujette à un changement de paradigme, lorsque les guerres entre les nations sont devenues des guerres au sein des nations. Cela a mis l'accent sur les opérations militaires pour qu'elles se conforment aux lois humanitaires et aux lois des conflits armés. Pour moi, passer du niveau tactique au niveau stratégique était un équilibre difficile : former des officiers pour qu'ils aient l'instinct d'analyser les choses le plus vite possible au niveau tactique afin d'assurer le succès des combats. Mais au niveau opérationnel, il est devenu important pour les commandants de comprendre les considérations politiques et même diplomatiques. Donc, à mesure que nous avons développé les carrières et la formation, nous avons aussi intégré l'éducation politique critique et même la compréhension diplomatique à la sphère des opérations militaires. Nous avons inclus des blocs de formation pour les opérations globales de l'ONU, y compris la façon d'écrire les règles d'engagement, la compréhension des lois de la guerre, le droit humanitaire avec l'accent mis sur le traitement des IDP et des réfugiés, les opérations d'assistance, etc. Cela est entré en conflit avec l'enseignement de l'officier militaire de niveau inférieur, pour lui donner l'instinct de confronter les menaces et de les détruire. C'est

un équilibre délicat et je l'ai poursuivi jusqu'au présent parce que je suis mentor pour de nombreux jeunes élèves officiers de l'Académie de la défense nigériane qui vont accéder au corps des officiers.

ADF: La corruption est souvent une critique lorsqu'on parle du professionnalisme des forces armées africaines. La corruption existe souvent dans le processus d'achat. Pouvez-vous expliquer comment cela peut être évité ?

BRIGADIER-GÉNÉRAL BALA : En premier lieu, il ne faudrait pas faussement interpréter ma réponse et penser que je dis que ce sont les politiciens qui influencent la corruption qui s'est infiltrée dans les forces armées. La corruption qui affecte les forces armées est tout à fait contraire à l'éthique et à la morale professionnelle. C'est surtout une préoccupation pour la vie et le bien-être des soldats. Cela fait du mal de voir des équipements inférieurs, et nous savons qu'ils peuvent être défaillants, avec des conséquences désastreuses pour la vie des soldats et les opérations. Nous avons subi massivement cette expérience avec l'insurrection de Boko Haram où, à un certain moment, et de façon honteuse, nos soldats bien formés et motivés ont dû faire volte-face et s'enfuir devant les insurgés. Cette question est complexe et difficile à traiter : nous avons maintenant un nouveau régime et une nouvelle focalisation, et le Ministère de la Défense reconnaît de façon appropriée que la demande de l'utilisateur final, c'est-à-dire la demande militaire, dicte le type d'équipement qui est requis. Cela se produit à la suite d'un test judiciaire, d'une évaluation, d'une activité de recherche et développement, le tout basé sur une menace et un processus d'estimation doctrinaire. L'équipement doit être économique, et accommoder aussi le besoin d'interopérabilité entre les divers services puisque la plupart des opérations sont maintenant interarmées. L'achat de l'équipement doit donc se conformer à l'interopérabilité pour que les forces terrestres soient capables de communiquer efficacement et de partager leurs équipements avec les forces aériennes et navales. Et inversement. Même pour les forces paramilitaires, c'est-à-dire la police et la sécurité



Les soldats nigériens commémorent le jour du Souvenir à Lagos. REUTERS

« On comprend très bien que l'armée doive conserver sa subordination au régime civil et, dans ces limites, elle devrait développer la mobilité vers le haut de ses officiers et ses non gradés, selon leur mérite. »

Un soldat nigérian garde l'hélicoptère présidentiel lors d'un événement dans l'état de Cross River. REUTERS



des frontières. Nous avons un effort coordonné qui, s'il est suivi, et si le processus d'achat est contrôlé par le Ministère de la Défense, devrait réduire la corruption. Il existe aussi une nouvelle politique qui a été adoptée, un accord bilatéral entre deux pays, entre deux gouvernements, sur l'achat de l'équipement militaire. De cette façon, la tentation pour les officiers militaires individuels de conclure des accords avec les entrepreneurs est bien réduite.

ADF: Pouvez-vous préciser certains facteurs qui encouragent la corruption dans les forces armées africaines ? Sera-t-il nécessaire de changer la culture des institutions ?

BRIGADIER-GÉNÉRAL BALA : L'aspect culturel est en général un grand dilemme éthique pour l'officier militaire. Une fois que vous êtes intégré aux forces militaires, vous devenez une personne d'élite aux yeux de votre communauté et vous devez gravir l'échelle sociale. On s'attend à ce que vous reveniez dans votre ville natale pour acheter une maison très confortable. Vous êtes supposé conduire une voiture de luxe. Vos enfants sont supposés aller dans les meilleures écoles. Vous êtes supposé payer pour les frais de scolarité, les factures médicales, les voyages, les mariages et l'alimentation de votre famille au sens large. Vous ne pouvez définitivement pas faire cela avec votre salaire de base. Cela exerce donc beaucoup de pression sur l'officier militaire africain moyen. Pour la retraite, nous n'avons pas de pension vraiment robuste. Vous prenez votre retraite avec le grade de brigadier-général avec 1 étoile, et votre pension mensuelle est 600 dollars. Comment survivre avec cela ? Lorsque vous étiez dans le service, votre salaire s'élevait à 1.300 dollars avec logement gratuit, électricité gratuite, voiture de service. Comment équilibrez-vous toute cette pression socio-culturelle avec les besoins de votre famille ? Donc, typiquement, lorsque les officiers sont proches de l'âge de la retraite, ils sont influencés par la corruption afin de trouver un dispositif de protection pour eux-mêmes.

ADF: Comment cela peut-il être changé ?

BRIGADIER-GÉNÉRAL BALA : Plusieurs efforts existent maintenant au sein des forces armées pour assurer un atterrissage meilleur et plus raisonnable pour les officiers qui prennent leur retraite. Nous avons un programme de pension indépendant, qui ne change pas exactement le taux de la pension mais qui assure au moins que vous toucherez votre pension chaque mois, contrairement au passé lorsque vous deviez attendre un, deux, voire trois ans après la retraite avant de commencer à recevoir la pension. Nous avons aussi lancé un programme d'assurance auquel vous pouvez contribuer pour obtenir une assurance santé. Il existe aussi un plan de logement selon lequel vous versez des contributions pendant vos années de service et vous recevrez un logement d'un certain niveau là où vous avez l'intention de prendre votre retraite.

Mais la prépondérance de la corruption chez les élites

non militaires est toujours un facteur d'incitation pour les officiers militaires. Vous pouvez trouver aujourd'hui quelqu'un, même beaucoup plus jeune, qui est devenu sénateur ou gouverneur d'un état, qui peut prendre l'avion et qui possède même des jets privés, des voitures chères, et qui peut assurer sa propre sécurité. Cela incite les officiers à abandonner leur éthique, à l'encontre de leur formation et leur tradition. Mais nous faisons des efforts pour former et mettre l'accent sur l'éthique, depuis l'école des élèves officiers jusqu'au collège d'état-major et au collège de la défense, ainsi que dans la formation régulière des officiers et des non gradés au cours des années.

ADF: Malgré les défis, des enquêtes effectuées dans de nombreux pays d'Afrique montrent uniformément que l'armée est l'une des institutions les plus respectées. Pourquoi, selon vous ?

BRIGADIER-GÉNÉRAL BALA : Cela concerne surtout la culture institutionnelle et la confiance de la population dans les forces armées. Les forces armées sont réputées être respectueuses, professionnelles et avoir une éthique régimentaire stricte. Les ordres sont les ordres. Et en plus, les forces armées sont toujours dans leur caserne, isolées du grand public. Cette distance donne à l'armée une image de grandeur et d'invincibilité qui a été préservée en Afrique au cours des soixante dernières années, malgré les aberrations historiques de l'implication militaire dans la gouvernance. Dans les forces armées, des ordres et des projets spécifiques sont exécutés dans des délais courts. Cela est très différent du processus bureaucratique civil qui nécessite une consultation, une diligence raisonnable et une évaluation politique avant que le projet n'aboutisse.

ADF: Comment l'armée maintient-elle cette position aux yeux des civils ?

BRIGADIER-GÉNÉRAL BALA : L'armée doit maintenir ce professionnalisme afin de maintenir et conserver son image de déférence et de respect, sa crédibilité générale aux yeux de ses dirigeants civils. Ainsi, elle doit se retirer et ne jamais être tentée de prendre ou d'affecter les décisions politiques. Elle doit aussi maintenir sa culture basée sur le mérite afin de sélectionner seulement les meilleurs comme leaders. Elle doit aussi se soumettre à la supervision par les civils. Dans plusieurs forces armées, sans mentionner les noms des pays, on constate que, simplement pour être le fils du président, on est nommé chef des services de renseignement ou même chef d'état-major de la défense. Ceci affecte les forces armées d'un certain nombre de pays et conduit à un manque d'efficacité pour ces forces armées dans les opérations sur le continent. Mais on comprend très bien que l'armée doive conserver sa subordination au régime civil et, dans ces limites, elle devrait développer la mobilité vers le haut de ses officiers et ses non gradés, selon leur mérite. □



Placer les principes

AVANT le POUVOIR

LES PLUS GRANDS DIRIGEANTS AFRICAINS ONT SUIVI DIFFÉRENTES APPROCHES POUR GOUVERNER, NOTAMMENT EN DÉLÉGUANT LEUR AUTORITÉ ET EN DONNANT L'EXEMPLE.

PERSONNEL D'ADF

Dans son autobiographie, Nelson Mandela relate sa rencontre avec le président de la Tanzanie en mars 1990.

« Nous sommes arrivés à Dar es Salam... et j'ai rencontré Julius Nyerere, le premier président du pays après l'indépendance », écrit M. Mandela dans *Un long chemin vers la liberté*. « Nous avons parlé dans sa maison, qui n'était pas du tout grandiose, et je me souviens qu'il conduisait lui-même une voiture toute simple, une petite Austin. Cela m'avait impressionné, parce que cela suggérait qu'il était un homme du peuple. »

La rencontre de ces deux hommes était inévitable. Nelson Mandela et Julius Nyerere étaient deux des leaders les plus admirés de leur génération, et ils continuent à définir le modèle idéal de l'éthique et de l'honneur du leadership. Il est difficile d'étudier la carrière de l'un d'eux sans découvrir de référence à l'autre.

« Leur pouvoir de donner l'exemple montre comment les leaders éthiques ont orienté leur nation vers la stabilité à travers les divisions internes et comment les normes éthiques ont été intégrées aux services de sécurité qu'ils ont laissés derrière eux », écrit Paul Nantulya du Centre africain pour les études stratégiques.

Un gouvernement moral lance un défi au monde entier. En mars 2001, le Conseil du leadership africain a proclamé la « Déclaration de Mombasa », qui affirmait la nécessité de gouvernements honorables et compétents en Afrique.

« Nous reconnaissons que le leadership, en particulier en Afrique, est difficile, précise la déclaration. Il existe beaucoup de défis, notamment la culture politique, la pauvreté, l'analphabétisme et la discorde. Nous nous sommes pourtant réunis à Mombasa pour maximiser et affirmer le potentiel du leadership positif sur notre continent. »

Les 10 leaders africains responsables de cette déclaration avaient déjà constaté les effets des mauvais gouvernements. Avec de mauvais leaders, ont-ils déclaré, « la corruption augmente. L'argent sort du pays dans des comptes bancaires dissimulés. La discrimination contre les minorités, et occasionnellement les majorités, devient répandue. Les guerres civiles éclatent ».

La déclaration spécifie les qualités des grands leaders : « les leaders positifs d'Afrique

MANDELA, LEADER EMPRISONNÉ

M. Mandela a passé 27 ans en prison et, par nécessité, il a développé un style de leadership qui dépendait de l'initiative personnelle et des valeurs morales partagées. En tant que leader d'un mouvement dont les adhérents étaient, dans beaucoup de cas, soit incarcérés eux-mêmes soit en exil, M. Mandela a dû déléguer son autorité et diriger par la persuasion, plutôt que par des discours fougueux. Les adhérents devaient être décisifs plutôt que d'attendre pour recevoir des instructions officielles. Ils se sont perfectionnés comme penseurs indépendants. M. Nantulya déclare que Nelson Mandela a développé une culture de « leadership collectif » et d'« éthique partagée » que ses adhérents ont adoptée.

« Cette approche a continué lorsque M. Mandela est devenu président, selon Thabo Mbeki, son successeur », écrit M. Nantulya dans l'étude « Le futur stratégique de l'Afrique : La conséquence du leadership éthique ». « Alors qu'il définissait des principes généraux, il a laissé les activités quotidiennes de leadership et de mise en œuvre à des collègues plus jeunes. Ce faisant, il a aidé à créer une culture de rajeunissement du leadership et d'initiative. »

M. Mbeki disait que Nelson Mandela et ses adhérents devaient donner l'exemple. « Ils comprenaient constamment le besoin d'inspirer la confiance parmi ceux d'entre nous qui les suivaient, en faisant très attention à la façon dont ils se conduisaient en privé et en public. »

M. Mandela savait que donner l'exemple était un travail à temps plein. Après sa libération de la prison, il a commencé à rencontrer des leaders dans toute l'Afrique et il a écrit qu'il était considéré avec suspicion.

« Je savais que, au cours des années précédentes, quelques-uns de ceux qui avaient été libérés étaient allés à Lusaka et avaient chuchoté : "[Mandela] a perdu sa fermeté. Il a été acheté par les autorités. Il porte des costumes de trois pièces, il boit du vin et mange des plats raffinés." Je connaissais ces chuchotements et j'avais l'intention de les réfuter. Je savais que la meilleure façon de les démentir était simplement d'être direct et honnête sur tout ce que j'avais fait. »

Lorsque Nelson Mandela a été élu premier président noir d'Afrique du Sud, il a annoncé qu'il servirait seulement pendant un mandat, bien que deux soient autorisés.

Dans leur livre intitulé *Gagner à la longue : Comment les leaders stratégiques façonnent le futur*, les auteurs Paul J.H. Schoemaker et Steven Krupp déclarent que M. Mandela était passé maître dans l'art de l'adaptation.



L'ancien président d'Afrique du Sud Nelson Mandela avec sa réplique en sculpture, présentée à Johannesburg en 2006.

THE ASSOCIATED PRESS

se distinguent par leur adhésion aux principes démocratiques participatifs et par leur force de caractère lucide. Les leaders transformationnels améliorent la vie de ceux qui les suivent, et ces derniers sont fiers de participer à une nouvelle vision. Les bons leaders obtiennent des résultats, que ce soit l'amélioration du niveau de vie ou des indicateurs de développement de base, de nouvelles sources abondantes d'opportunité personnelle, une éducation enrichie, des soins médicaux compétents, le droit de vivre sans criminalité, ou le renforcement de l'infrastructure. »

Le code du LEADERSHIP AFRICAIN

En 2004, le Conseil du leadership africain a introduit le Code du leadership africain. Le conseil a demandé à l'Union africaine et aux chefs d'état africains d'adopter le code et de rejeter les exemples regrettables des mauvais leaders africains, notamment Idi Amin, Jean-Bédél Bokassa et Mobutu Sese Seko.

Le code déclare que les leaders africains servent au mieux leur peuple et leur pays lorsque :

1. Ils offrent une vision cohérente de croissance individuelle et d'avancée nationale avec justice et dignité pour tous.
2. Ils cherchent à être des leaders transformationnels plutôt que transactionnels.
3. Ils encouragent une grande participation à tous les niveaux de la société, y compris pour toutes les minorités et les majorités, et mettent l'accent sur la nature délibérée des meilleures pratiques démocratiques.
4. Ils démontrent dans leur vie professionnelle et personnelle un respect profond pour la lettre et l'esprit de toutes les dispositions de la constitution nationale, notamment le strict respect des limites de mandat.
5. Ils donnent l'exemple et éduquent les gens pour les familiariser avec le respect du dissentiment, des idées d'autrui et de l'importance du désaccord entre les partis politiques et les personnes.
6. Ils assurent l'application des décisions de toutes les cours de justice et tous les tribunaux indépendants, et ils soulignent et renforcent l'indépendance du pouvoir judiciaire pour affermir l'état de droit.
7. Ils respectent les conventions internationales et la législation internationale.
8. Ils favorisent la transparence et ils encouragent et suivent des modes de responsabilité internationalement reconnus.
9. Ils reconnaissent qu'ils sont responsables de leurs actes et que personne n'est au-dessus des lois nationales et internationales.
10. Ils acceptent la critique des pairs.
11. Ils favorisent des politiques visant à éliminer la pauvreté et améliorer le bien-être et les moyens de subsistance de la population au sein d'un cadre macroéconomique approprié.
12. Ils renforcent et améliorent l'accès à l'éducation et aux soins de santé.
13. Ils respectent tous les droits humains et toutes les libertés civiles.
14. Ils exigent et s'efforcent d'assurer le transfert pacifique et légitime du pouvoir.
15. Ils encouragent et respectent la séparation des pouvoirs en assurant l'autonomie financière du judiciaire et du législatif, et en s'assurant que l'exécutif n'entrave pas illégalement le fonctionnement du judiciaire et du législatif.
16. Ils adoptent un code moral ferme et exigent de même de la part de tous les responsables subordonnés et ministres du cabinet.
17. Ils n'utilisent pas leur poste pour des gains personnels et évitent (ou déclarent) tous les conflits d'intérêt ; ils déclarent annuellement tous leurs biens personnels et ceux de leur famille.
18. Ils évitent particulièrement les pratiques corrompues et exposent ceux qui, dans leurs fonctions officielles, enfreignent les lois nationales et les pratiques contre la corruption.
19. Ils assurent la sécurité des personnes.
20. Ils respectent la liberté de religion.
21. Ils respectent la liberté de la presse et des médias.
22. Ils respectent la liberté de réunion.
23. Ils respectent la liberté d'expression.

« Nelson Mandela illustre comment un leader stratégique ajuste la stratégie et l'exécution au milieu de forces sociales, politiques, judiciaires et économiques complexes sans compromettre ses valeurs profondément ancrées, écrivent-ils. Le leadership ne consiste pas seulement à motiver les gens et à créer un soutien politique pour une stratégie, mais aussi à garder un vaste soutien grâce à des ajustements successifs apportés au plan. »

NYERE LE MWALIMU

Le mot swahili *mwalimu* signifie « maître » mais en Tanzanie c'est aussi le surnom de Julius Nyerere, le président fondateur du pays. M. Nyerere croyait dans le concept africain de l'*Ujamaa*, qui signifie « fraternité ». Dans une étude de 2017, M. Nantulya déclare que Julius Nyerere était guidé par les principes du « leadership serviteur ». Les leaders serviteurs pratiquent « l'honnêteté, la responsabilité, la bonne gestion des ressources publiques, l'accessibilité au public et le gouvernement ouvert. »

L'approche de M. Nyerere au leadership était ancrée dans les influences de son enfance en tant que membre d'une tribu, et dans l'accent mis sur le consensus tribal. Elle était aussi ancrée dans les idéaux du christianisme, qu'il avait appris à l'école.

Son pays a gagné l'indépendance sans guerre, ce qui rend hommage à l'intégrité de M. Nyerere, à ses aptitudes d'orateur persuasif, à ses capacités formidables d'organisation et à sa capacité de travailler avec des groupes différents, notamment les colonialistes britanniques.

Julius Nyerere est devenu un personnage international qui a gagné du « prestige pour son soutien de principe accordé aux luttes pour le gouvernement par la majorité en Afrique du Sud, en Namibie, au Zimbabwe, au Mozambique et en Angola », selon un rapport du *New York Times*. Il a aussi ordonné une contre-offensive

militaire contre Idi Amin de l'Ouganda, qui a mis en déroute les forces du dictateur et l'a contraint à l'exil.

Sous M. Nyerere, les valeurs de l'Ujamaa ont été enseignées à tous les niveaux dans les forces armées. « Cela s'est étendu aux services nationaux pour les jeunes, qui fournissaient un grand nombre de recrues potentielles, ainsi qu'à l'Académie Kivukoni pour les leaders civils et militaires de haut rang, écrit M. Nantulya. La règle exigeait que les membres civils et militaires



« Le rôle des présidents à la retraite dans la société n'a jamais été clair, ce qui rend difficile la passation des pouvoirs pour la plupart des leaders, mais l'idée de respecter les limites de mandat s'implante dans le continent. »



— Patrick Magero,

Université internationale des États-Unis - Afrique au Kenya

soient formés ensemble aux niveaux intermédiaires et supérieurs, ce qui assurait au long terme des relations saines entre civils et militaires. »

Lorsque M. Nyerere est devenu président, la Tanzanie était l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. M. Nyerere croyait que le socialisme serait un remède contre la pauvreté de son pays. Sous son leadership, la Tanzanie a enregistré de grandes avancées dans les domaines de la santé et de l'éducation. Mais du point de vue économique, le socialisme fut une expérience qui échoua finalement.

M. Nyerere a quitté la présidence en 1985 au bout de 24 ans. C'était le troisième leader africain à abandonner le pouvoir volontairement dans

l'ère moderne, et il a pris sa retraite dans une ferme de son village natal près du lac Victoria.

M. Nyerere reste adoré dans toute la Tanzanie comme un homme de principe qui ne tolérait même pas une semblance de privilège. Son style de leadership a été décrit comme le leadership en donnant l'exemple, et en utilisant stratégiquement les institutions de l'état.

RAMGOOLAM ET KHAMA

Robert I. Rotberg, qui a dirigé la création de l'indice de la gouvernance africaine, a déclaré que Seretse Khama, président fondateur du Botswana, et Seewoosagur Ramgoolam, premier leader de l'île Maurice, sont des exemples de gouvernance honnête et compétente.

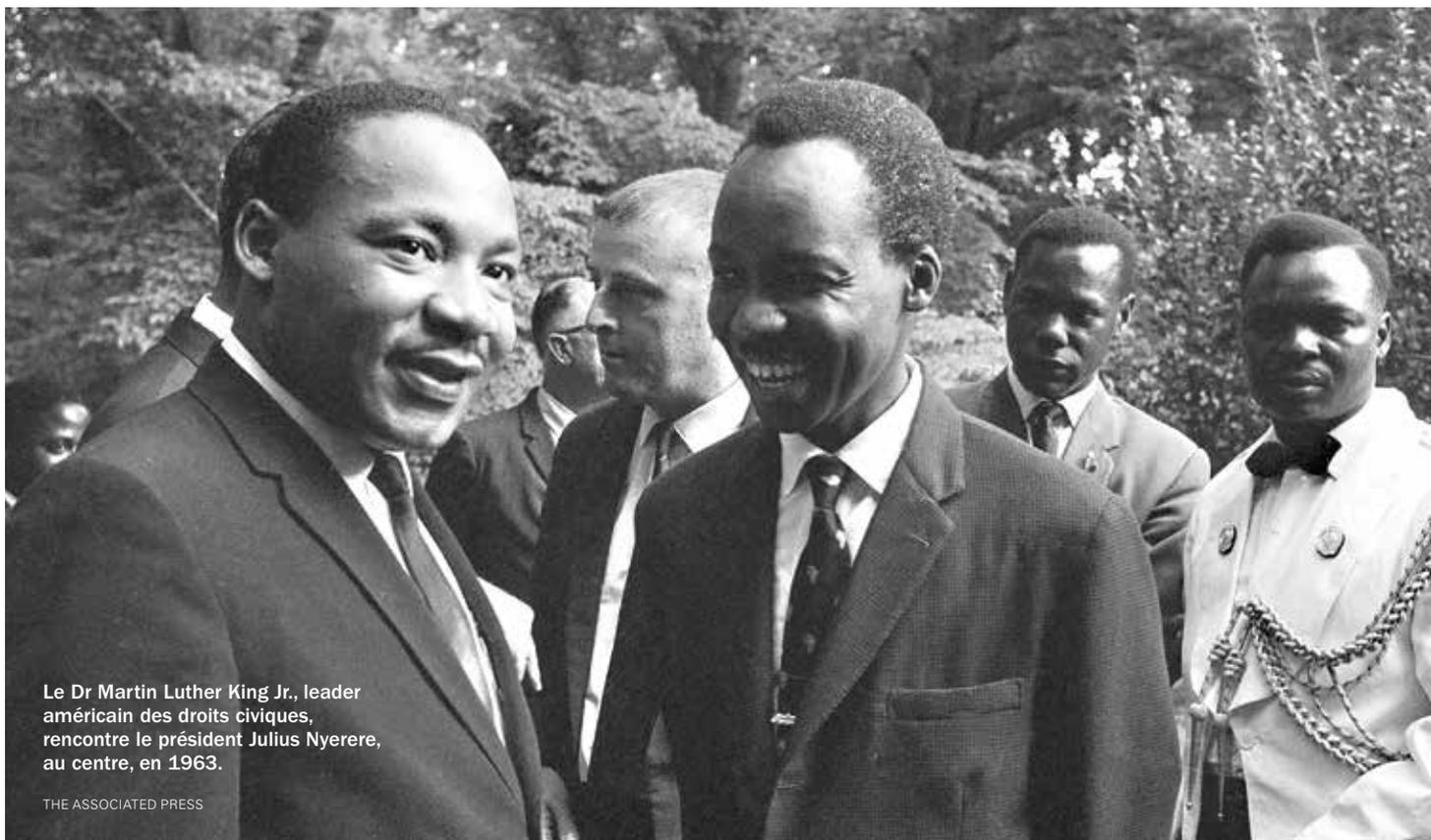
M. Khama était président de 1966 à 1980 et on se rappelle qu'il a établi la fondation d'un gouvernement éthique et ouvert dans la jeune démocratie. « Leader modeste et non prétentieux, qui croyait vraiment dans l'idée du peuple gouvernant, M. Khama a forgé une culture politique participative visant au respect des lois, qui a continué sous ses successeurs », écrit M. Rotberg en 2005.

L'héritage de M. Khama continue. Le groupe de recherche Transparency International déclare que le Botswana a le plus bas niveau de perception de la corruption en Afrique, et ce depuis 20 ans. Le pays a enregistré une série ininterrompue d'élections démocratiques. Il a élu trois présidents depuis M. Khama, et son fils Ian a servi pendant 10 ans avant de quitter le pouvoir en mars 2018.

M. Ramgoolam était premier ministre de l'île Maurice de 1968 à 1982. Il a largement façonné la politique gouvernementale et la politique étrangère de son pays. Dans son rôle de premier ministre, il a établi l'éducation universelle gratuite et les soins de santé gratuits, tout en introduisant les pensions pour les personnes âgées. Bien que ses dernières années en tant que gouverneur n'aient pas été un succès complet (l'économie était en stagnation pendant quelque temps), il est considéré aujourd'hui comme le « Père de la nation ». Son fils Navis reçut trois mandats de premier ministre.

M. Ramgoolam, selon M. Rotberg, « a donné à Maurice un début démocratique robuste, qui a été maintenu par une série de successeurs avisés avec des origines et des partis différents ». Aujourd'hui, Maurice est classée au premier rang de tous les pays africains sur l'échelle de l'indice de développement humain, une statistique composite tenant compte de l'espérance de vie, de l'éducation et du revenu.

M. Khama et M. Ramgoolam, en tant que leaders, avaient l'opportunité de créer des régimes kleptocratiques dirigés par un homme



Le Dr Martin Luther King Jr., leader américain des droits civiques, rencontre le président Julius Nyerere, au centre, en 1963.

THE ASSOCIATED PRESS

fort, « mais ils ont refusé à le faire », déclare M. Rotberg.

LE PRÉSIDENT QUI EST PARTI

Un problème douloureux auquel font face beaucoup de pays africains concerne les leaders qui refusent de quitter leur poste. Ils modifient la constitution de leur pays pour autoriser plus de deux mandats, ils interfèrent dans les élections et ils refusent d'accepter les résultats des élections lorsqu'ils les perdent. Certains ont peur de quitter leur poste, sachant que leur successeur pourrait découvrir des preuves de leur corruption.

Un rapport du Centre africain pour les études stratégiques révèle que les pays qui mettent en application les limites des mandats pour les leaders sont moins sujets à des conflits armés que ceux dont les leaders restent en place indéfiniment.

Patrick Magero, maître de conférences à l'Université internationale des États-Unis - Afrique au Kenya, appelle cela le « problème du troisième mandat ».

« Le rôle des présidents à la retraite dans la société n'a jamais été clair, ce qui rend difficile la passation des pouvoirs pour la plupart des leaders, déclare-t-il, mais l'idée de respecter les limites des mandats s'implante dans le continent. »

Joaquim Chissano a respecté les limites de son mandat. Il était le deuxième président du Mozambique, en fonction de 1986 à 2005. Lorsqu'il est entré en fonction, son pays était aux prises avec une guerre civile qui avait commencé en 1977. Il a effectué des changements radicaux, en changeant notamment le modèle économique du socialisme

au capitalisme. En 1990, son pays a adopté une nouvelle constitution qui a permis d'établir un système politique multipartite et d'organiser des élections libres. Il a entamé des pourparlers de paix avec les rebelles et la guerre civile a pris fin en 1992.

En 2001, cet homme populaire annonça qu'il ne serait pas candidat aux prochaines élections, décision qui fut considérée comme une critique des leaders tels que Robert Mugabe, qui en était alors à son quatrième mandat de président au Zimbabwe.

Lors du 68ème anniversaire de M. Chissano, la Fondation Mo Ibrahim lui décerna son premier prix de réussite en leadership africain. C'est un don d'un montant initial de 5 millions de dollars, suivi de sommes annuelles de 200.000 dollars pour la vie. Il rend hommage aux leaders africains « qui ont développé leur pays, qui ont fait sortir le peuple de la pauvreté, et qui ont montré la voie de la prospérité durable et équitable ». Le prix « assure aussi que l'Afrique continue à bénéficier de l'expérience et l'expertise de leaders exceptionnels lorsqu'ils quittent leur poste national, en leur permettant de continuer leur travail dans d'autres fonctions publiques sur le continent ».

Les juges de ce prix déclarèrent que « la décision de M. Chissano de ne pas briguer un troisième mandat présidentiel a renforcé la maturité démocratique du Mozambique et a démontré que les institutions et le processus démocratique étaient plus importants que la personne ».

Depuis la création du prix en 2006, il a été décerné seulement cinq fois. □

Décodage *de la*

PROLOG



ILLUSTRATION D'ADF

Des vestiges du passé empêchent ce vaste pays de surmonter son instabilité

PERSONNEL D'ADF

La prolifération de groupes armés dans le deuxième plus grand pays d'Afrique le déstabilise depuis des décennies mais un incident qui s'est produit en décembre 2017 a renouvelé l'attention portée aux dangers présents dans la République démocratique du Congo (RDC).

Les Forces démocratiques alliées ont attaqué le personnel des Nations unies dans le Nord-Kivu, province de l'Est de la RDC, en tuant 15 gardiens de la paix et au moins cinq membres des forces armées de la RDC, et en blessant 53 autres gardiens de la paix.

La fusillade de trois heures a détruit au moins un transport de troupe blindé, selon ce qu'ont déclaré les responsables de l'ONU au *Washington Post*. « C'est la pire attaque contre les gardiens de la paix de l'ONU dans l'histoire récente de l'organisation », a déclaré le secrétaire général António Guterres.

Les Forces démocratiques alliées, estimées à 1.500 combattants armés, sont responsables pour d'autres attaques contre les gardiens de la paix en RDC : une en juillet 2013 et une autre en mars 2014. Le groupe est seulement l'un des 70 groupes de militants et de milices armés qui fomentent la violence sur l'ensemble des 6 millions de kilomètres carrés de la RDC.

La RDC devrait être l'un des pays les plus prospères d'Afrique. Ses réserves minérales diversifiées sont presque inégalées. Mais le pays a souffert d'une histoire politique complexe et a été au centre de deux guerres continentales majeures. Les cicatrices en sont toujours visibles aujourd'hui. Un coup d'œil sur l'histoire du pays et sur quelques-unes de ses régions les plus troublées souligne la complexité des conditions de sécurité qui sont présentes.

LA NAISSANCE DE L'INSTABILITÉ

Les racines coloniales de la RDC remontent à la Belgique des années 1880. En 1908, la Belgique sous le roi Léopold II a pris le contrôle officiel de ce qui était alors appelé le Congo belge. Paul Nantulya, associé

de recherche au Centre africain pour les études stratégiques, a déclaré à *ADF* que les problèmes complexes de la RDC ne pouvaient pas être expliqués sans mentionner son histoire coloniale.

« Le Congo, ou le territoire qui est devenu le Congo, ne fut jamais gouverné en tant que pays, déclare-t-il. Il n'était pas destiné à être un pays. Le Congo était gouverné comme la propriété privée du roi Léopold. » Au cœur de cette « propriété privée » se trouvait l'extraction forcée du caoutchouc, pour laquelle tous les travailleurs valides devaient produire un quota quotidien. L'extraction du caoutchouc se faisait aux dépens d'autres entreprises économiques de longue date, telles que l'agriculture de subsistance.

« Vous produisez maintenant pour l'exportation mais vous n'êtes pas propriétaire de cette production, et cela introduit donc la pauvreté, cela introduit le sous-développement, déclare M. Nantulya. Cela rend le sous-développement essentiellement systémique. Puis la violence est introduite, une violence à une échelle qui n'avait pas été vue auparavant. »

Avec l'exploitation des ressources est venue une architecture de gouvernance faite sur mesure pour les autorités coloniales mais peu adaptée à la gouvernance efficace d'un pays aussi grand que la RDC, avec ses nombreuses régions et divisions sociales. Par exemple, la capitale de Kinshasa se trouve sur le fleuve Congo à l'Ouest, à plus de 1.500 kilomètres par avion de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu à l'Est et point sécuritaire sensible.

LE CENTRE SE DÉSINTÈGRE

Le pouvoir colonial avait installé le centre de son gouvernement puissant dans ce qui est aujourd'hui Kinshasa, qui est très éloignée des 11 régions périphériques organisées pour le travail forcé. La dynamique entre le centre et la périphérie, selon l'expression de M. Nantulya, assura la faiblesse des provinces pour éviter les rébellions. Après l'indépendance en 1960, cette dynamique est restée en place et a été exploitée plus encore par les leaders congolais, tels que le président Mobutu Sese Seko.

Dans ce système, la haine du gouvernement central a dégénéré et a souvent inclus les leaders locaux, ce qui a éveillé les sentiments sécessionnistes. Ces sentiments existent toujours aujourd’hui et leur complexité les rend difficiles à surmonter. Des problèmes similaires entre le centre et la périphérie sont aussi apparus au Soudan avec la crise du Darfour, mais la RDC est un exemple plus extrême. La taille de la RDC contribue au problème mais la gouvernance est le facteur principal, selon M. Nantulya. Dans son article de septembre 2017, « Un pot-pourri de groupes armés profite de la crise du Congo », il examine comment cette dynamique évolue au Kasai, au Katanga, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.



LA RÉGION DU KASAI

Le Kasai est une région du centre Sud de la RDC, d’une taille comparable à celle de l’Allemagne. Un rapport de l’ONU indique que, depuis 2016, plus d’un million de personnes ont été chassées de leur foyer au milieu d’une révolte anti-gouvernementale, ici et dans les régions voisines. Les foyers, les écoles et les centres de soins de santé ont été pillés et détruits, ce qui laisse environ 1 million de personnes sans approvisionnement alimentaire fiable et 400.000 enfants menacés de malnutrition.

La violence a commencé en août 2016 après la mort d’un chef traditionnel lors d’un affrontement entre les forces de sécurité de la RDC et sa milice. Depuis lors, elle est en croissance exponentielle selon l’ONU, et affecte cinq provinces régionales : le Kasai, le Kasai-Central, le Kasai-Oriental, le Lomami et le Sankuru, et près de 2,5 millions de personnes.

En novembre 2016, les partisans du chef ont lancé une insurrection. « Ils ont rallié les sympathisants pour éliminer tous les représentants du gouvernement central et toutes ses institutions au Kasai, ce que leur leader mort avait jadis exigé, écrit M. Nantulya. Ils ont exécuté des attaques individuelles et coordonnées contre les postes de police, les installations militaires et les bureaux locaux de

la Commission électorale indépendante. »

En mars 2017, ces rebelles ont piégé un convoi et décapité 42 officiers de police. Le gouvernement de Kinshasa a utilisé la milice ethnique Bana Mura pour renforcer les efforts de lutte contre l’insurrection, écrit M. Nantulya. Les Bana Mura sont accusés d’avoir commis plusieurs atrocités, telles que la destruction des villages et le massacre des civils.

L’utilisation des Bana Mura par le gouvernement fait partie d’une stratégie qui remonte à l’ère coloniale, déclare M. Nantulya à ADF. « Elle exacerbe les problèmes de plusieurs façons, dit-il. Elle affaiblit et sape les institutions officielles. Elle encourage plus ou moins l’impunité, comme nous le voyons dans beaucoup de régions du Congo. Lorsqu’on utilise des milices privées, on s’isole des responsabilités, et cela donne l’opportunité d’un déni plausible. C’est donc très attrayant, et on a intérêt à agir de la sorte. Ce n’est pas seulement le gouvernement central qui le fait ; les élites locales le font elles aussi. »

L’emploi de milices comme agents du gouvernement augmente aussi le risque de catastrophes liées aux droits humains. La plupart des milices armées sont basées sur l’ethnie ou la tribu. Il est donc plus probable qu’elles agiront contre les groupes rivaux considérés comme étant en conflit avec les responsables du gouvernement avec lesquels elles sont alignées.



LA RÉGION DU KATANGA

Le Katanga occupe la majeure partie du Sud du pays et c’est la région la plus riche. Elle a le tiers des réserves mondiales de cobalt et le dixième des réserves mondiales de cuivre, selon l’organisation à but non lucratif Pamoja Tujenge, dont le nom signifie « Construisons ensemble » en swahili. Elle a aussi des quantités importantes de cadmium, chrome, charbon, germanium, or, plomb, manganèse, argent, étain, uranium et zinc. Elle a été appelée « le joyau

de la couronne du Congo ». Plus des deux tiers des revenus du pays et presque toutes ses exportations proviennent du Katanga.

Peu après l'indépendance, la région était aussi « le siège d'une campagne sécessionniste vigoureuse mais finalement infructueuse », écrit M. Nantulya. Plus tard, ce fut une région clé dans la révolte qui a renversé l'ancien président Mobutu Sese Seko, par des rebelles conduits par Laurent-Désiré Kabila, père du président actuel. Lorsque Joseph Kabila est devenu président en janvier 2001, la région du Katanga fut un centre de soutien clé pour le gouvernement. C'est la province d'origine des Kabila.

Le Katanga faisait partie d'un système de patronage qui détournait l'argent vers la capitale, pour enrichir le gouvernement, le parti au pouvoir et les forces armées. Le gouvernement comptait toujours sur le Katanga comme un rempart contre l'opposition. Malgré cela, déclare M. Nantulya, un sentiment sécessionniste robuste y a toujours existé, et cela devint un problème en 2015 lorsque Moïse Katumbi, ancien allié du président Joseph Kabila, lui disputa la direction du parti et la présidence, emmenant avec lui des leaders commerciaux, militaires, politiques et des membres du cabinet provincial. Soudain, le gouvernement Kabila n'avait plus de structure du pouvoir dans sa plus riche province.

Joseph Kabila répondit en instituant le « découpage », processus approuvé précédemment en 2006, pour augmenter le nombre de provinces nationales de 11 à 26. Ce processus diviserait le Katanga en quatre provinces plus petites, diluant ainsi l'influence de M. Katumbi avant que des élections ne puissent avoir lieu.



LA RDC ORIENTALE

Le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, provinces de l'extrême Est, abritent depuis longtemps des groupes armés qui proviennent des pays voisins. Les Forces démocratiques alliées sont originaires de l'Ouganda, où elles ont débuté comme insurrection islamiste. Elles se sont depuis transformées en groupe plus générique, qui fonctionne essentiellement comme un racket criminel participant à l'« architecture de violence » dans la région, déclare M. Nantulya. Ce racket perçoit des impôts, recueille des fonds par la contrebande et offre de se louer pour commettre des actes de violence.

Des soldats des Forces armées de la République démocratique du Congo installent un canon d'artillerie mobile au Nord-Kivu en janvier 2018 lors de l'opération Sokola 1. L'opération est conduite pour éliminer les groupes armés accusés d'avoir assassiné des gardiens de la paix des Nations unies. AFP/GETTY IMAGES





MONUSCO

PROFIL DE MISSION

Le Conseil de sécurité des Nations unies a créé en 2010 la **Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo** pour remplacer une mission précédente qui avait commencé en 1999.

EFFECTIFS en date du 15 septembre 2017

PERSONNEL MILITAIRE

- 16.071 militaires (y compris 595 femmes)
- 425 observateurs militaires (y compris 16 femmes)
- 187 officiers militaires d'état-major (y compris 12 femmes)

EFFECTIFS DE POLICE

- 1.368 policiers
- 320 policiers de l'ONU
- 1.048 policiers des unités de police formées

CIVILS

- 4.145 civils

PAYS CONTRIBUTEURS

PERSONNEL MILITAIRE

Afrique du Sud, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, États-Unis, France, Ghana, Guatemala, Inde, Indonésie, Irlande, Jordanie, Kenya, Malawi, Malaisie, Mali, Mongolie, Maroc, Népal, Niger, Nigeria, Pakistan, Paraguay, Pérou, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Sénégal, Serbie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tanzanie, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Yémen et Zambie.

EFFECTIFS DE POLICE

Bangladesh, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Égypte, France, Ghana, Guinée, Inde, Jordanie, Madagascar, Mali, Niger, Nigeria, Roumanie, Russie, Sénégal, Suède, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine et Yémen.

93 DÉCÈS

- 56 soldats
- 8 policiers
- 3 observateurs militaires
- 14 civils internationaux
- 12 civils locaux

Les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe restant des rebelles hutus opposés au régime tutsi du Rwanda voisin, se sont réfugiées dans l'Est de la RDC, où elles ont obtenu un certain niveau de soutien auprès de leaders locaux et nationaux. Les FDLR sont devenues un prétexte pour l'ingérence du Rwanda dans la région, déclare M. Nantulya. Celles-ci et les Forces démocratiques alliées utilisent parfois la RDC comme base pour lancer des raids dans leur pays d'origine, lequel à son tour recrute des milices pour riposter.

Le mouvement rebelle M23 est un autre groupe armé qui a été soutenu par le gouvernement du Rwanda comme intermédiaire dans la région et qui a pris le contrôle de Goma, capitale du Nord-Kivu, en 2012, mais qui a été vaincu l'année suivante.

L'ENJEU DU MAINTIEN DE LA PAIX

La Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) travaille au milieu de cette situation complexe. La gouvernance centre/périphérie de la RDC rend difficile la réalisation de gains de longue durée, mais un certain nombre de succès à court terme ont été enregistrés, déclare Aditi Gorur, directrice du programme Protéger les civils dans les conflits au Centre Stimson.

Elle déclare que la MONUSCO a été innovatrice, surtout pour protéger les civils. Elle a identifié des zones de déploiement de haute priorité pour protéger les civils et elle a combiné des contingents militaires et civils, qui peuvent inclure des experts de la protection des enfants ou des droits humains, selon les besoins.



Des officiers de la police militaire patrouillent dans Kinshasa, en République démocratique du Congo, en 2017. REUTERS

La mission utilise aussi des assistants de liaison avec la communauté (CLA) qui sont des employés locaux co-implantés avec le personnel militaire. « Le but est de servir de moyen pour améliorer les communications entre les forces de maintien de la paix et les communautés locales, ce qui est particulièrement crucial en RDC,



déclare Mme Gorur. C'est une idée que la MONUSCO a développée. Elle avait découvert qu'avec le personnel militaire, il y avait des barrières dues à la langue ou à la culture : ils avaient du mal à communiquer avec la population locale. » Le déploiement des CLA avec de bonnes aptitudes linguistiques aida la MONUSCO à déterminer les besoins locaux de protection.

La mission a aussi catalogué et analysé les menaces contre les droits humains. C'est important, selon Mme Gorur, parce que cela assure que la justice est encouragée et parce que les tendances concernant les droits humains peuvent indiquer l'évolution probable des conflits. « Les enjeux et la voie à suivre pour la MONUSCO », article de Stimson de juin 2016 co-écrit par Mme Gorur, déclare en outre que la mission :

- **Cible les groupes armés :** La composante militaire de la MONUSCO, y compris sa brigade de la force d'intervention, qui est autorisée à agir de manière offensive, coordonne avec les forces armées de la RDC pour dissuader la violence.
- **Fournit une alerte précoce concernant les menaces :** La mission distribue des équipements de communication aux civils congolais pour qu'ils puissent signaler les menaces en vue d'une réponse rapide.
- **Participe à la prévention des conflits locaux et à la stabilisation :** La section des affaires civiles travaille avec les communautés pour résoudre les conflits locaux.
- **Renforce l'état de droit :** La MONUSCO forme le personnel de la police et des prisons et les responsables judiciaires. Elle soutient aussi

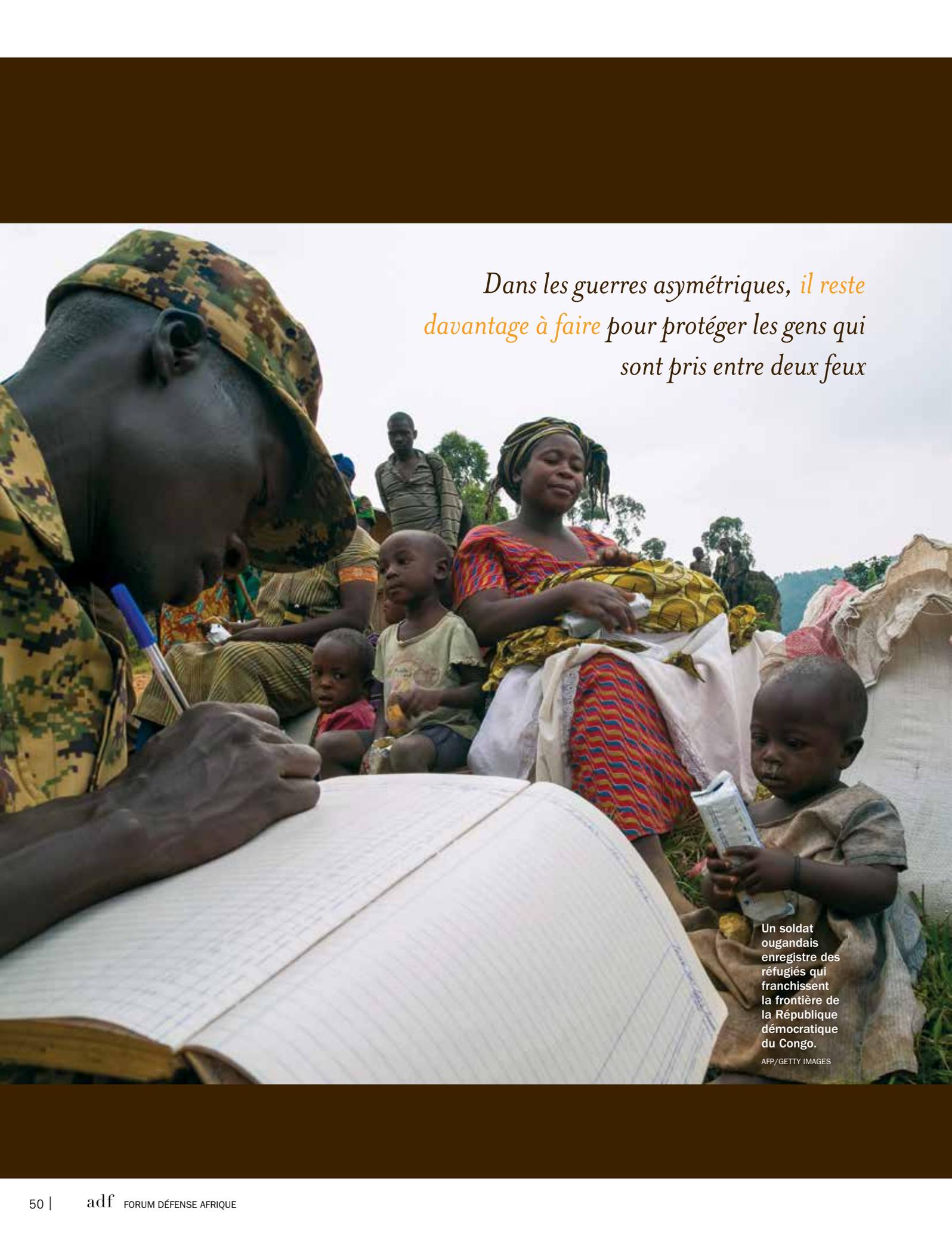
Des résidents manifestent contre le président Joseph Kabila alors que des gardiens de la paix de la MONUSCO patrouillent dans Kinshasa en décembre 2016. REUTERS

des tribunaux mobiles pour améliorer l'accès au système de justice dans les zones éloignées.

Malgré ces réussites à court terme, le succès à long terme est incertain. La MONUSCO a été créée en juillet 2010, à partir de l'ancienne Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo, laquelle avait été créée en 1999. Des pressions existent pour mettre fin tôt ou tard à la mission, mais cela sera difficile étant donné la nature problématique de la situation politique nationale sous le président Kabila.

Les élections ont été reportées et, pour le moment, elles sont fixées pour décembre 2018. La MONUSCO a des relations délicates avec le gouvernement tout en satisfaisant aussi à ses obligations de soutien et de protection des civils. Lorsque des élections auront lieu, il sera essentiel qu'une force de maintien de la paix soit présente sur le terrain pour gérer l'instabilité qui suivra probablement, déclare Mme Gorur.

Toutes ces complexités limiteront l'efficacité d'une force de maintien de la paix, quelle qu'elle soit. M. Nantulya déclare : « S'il existait 500.000 soldats au Congo, le problème existerait toujours, en ce sens que c'est la complexité absolue de la crise du Congo qui rend l'opération de la MONUSCO, ou toute autre opération en fait, extrêmement difficile. La réussite d'une mission dans ce genre d'environnement sera toujours incertaine. » □

A photograph showing a Ugandan soldier in camouflage gear writing in a large notebook. He is looking down at the notebook. In the background, a woman in a colorful patterned dress is holding a baby, and another child is sitting nearby. The scene appears to be outdoors, possibly at a border crossing or a refugee camp.

*Dans les guerres asymétriques, il reste
davantage à faire pour protéger les gens qui
sont pris entre deux feux*

Un soldat ougandais enregistre des réfugiés qui franchissent la frontière de la République démocratique du Congo.

AFP/GETTY IMAGES

COMMENT PROTÉGER LES CIVILS

dans les PÉRIODES *de* CONFLIT

PERSONNEL D'ADF

Un petit bus transportant 24 personnes du Burkina Faso franchit la frontière du Mali pour se rendre à un marché hebdomadaire dans la ville de Boni. Neuf kilomètres avant son arrivée, le véhicule déclenche une mine terrestre placée par des insurgés maliens.

Dans cet incident de janvier 2018, toutes les 24 personnes ont été tuées, y compris quatre bébés et leur mère.

Cette histoire est courante. Au cours des 20 dernières années, 600.000 civils africains au moins sont morts pendant les conflits, avec des millions d'autres blessés et déplacés. Ceux qui sont morts des conséquences indirectes des conflits, notamment la famine, sont innombrables.

Les missions de maintien de la paix ont eu des résultats inégaux pour protéger les civils. Les mandats des missions, la formation et la politique sont souvent incohérents ou inefficaces pour protéger de la violence les gens les plus vulnérables.



Des infirmiers des Nations unies et de l'AMISOM aident des civils blessés à l'aéroport de Mogadiscio en février 2016 à la suite d'attaques à la bombe qui ont tué au moins 30 personnes. AFP/GETTY IMAGES

COMPRENDRE LES BESOINS

Jide Martuns Okeke et Paul D. Williams ont édité le livre de 2017 : *Protéger les civils dans les opérations de soutien de la paix de l'Union africaine : Exemples clés et leçons apprises*. Dans ce livre, ils remarquent qu'« il a souvent été difficile d'obtenir un consensus et de guider la coordination entre les parties prenantes sur ce qui doit être fait, quand cela doit être fait et par qui. » Le livre précise aussi qu'« il n'existe pas toujours de démarcation claire entre les rôles et les responsabilités... de façon à encourager une compréhension, une approche et des objectifs collectifs visant à relever les défis particuliers de la protection civile. »

« En supposant qu'il soit possible de distinguer les civils des combattants, ce qui n'est pas toujours facile, les enjeux principaux concernent la mise en œuvre et les questions sur les attentes, les ressources et l'état d'esprit des gardiens de la paix, ainsi que leur souhait d'être proactifs et de prendre des risques pour protéger les civils, déclare M. Williams à ADF.

On peut dire que les situations les plus dangereuses sont celles où les forces alignées avec le gouvernement/pays hôte heurtent les civils. Cela place les gardiens de la paix dans une situation très difficile, car leur présence dépend du consentement légal du pays hôte. »

RECALIBRAGE ET UTILISATION DE LA POLICE

La région du Darfour à l'Ouest du Soudan présente un exemple de conflit entre les gardiens de la paix et le gouvernement hôte. En 2003, des groupes rebelles ont attaqué le gouvernement du Soudan, en affirmant que le gouvernement

discriminait contre les personnes non arabes. Le gouvernement répondit en soutenant un groupe de milices appelées Janjawids, ce qui signifie « les diables à cheval ». Les Janjawids, qui sont souvent bien entraînés, ont pillé et brûlé des villages, pollué des sources d'eau et tué, torturé et violé des civils. L'organisation non gouvernementale World Without Genocide déclare que, en date de 2018, plus de 480.000 personnes ont été tuées, et plus de 2,8 millions ont été forcées de quitter leur foyer.



Des soldats de Djibouti affectés à l'AMISOM montrent des armes lors d'une patrouille dans Beledweyne, une ville du centre Sud de la Somalie. REUTERS

En 2004, l'Union africaine a créé spécifiquement la Mission de l'Union africaine au Soudan (AMIS) pour protéger les civils au Darfour. Au début, 150 soldats étaient affectés à l'AMIS, mais ses effectifs ont augmenté pour atteindre finalement 9.000 soldats. Cela s'est avéré être une fraction du personnel nécessaire. Bien que l'AMIS ait été critiquée pour ses problèmes logistiques, ses retards et son manque de capacité, son problème réel était le fait que la force était insuffisante pour affronter les problèmes du Darfour.

En 2007, l'AMIS a été remplacée par une mission beaucoup plus grande : la mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD). À la fin 2017, la mission comptait 2.873 civils, 11.005 soldats, 152 experts, 2.731 policiers, 292 employés et 121 bénévoles de l'ONU.

Une résolution de l'ONU adoptée en 2014 définit précisément les obligations du personnel de la MINUAD envers les civils. Elle exige que la mission « protège les civils, sans préjudice de la responsabilité du gouvernement du Soudan ».

Les chercheurs John Ahere, Olivia Davis et Irene Limo déclarent que les unités de police de la MINUAD se sont concentrées sur quatre points : agir comme intermédiaire pour réduire au minimum les différences entre les opérations de la MINUAD et les forces de police du Soudan, augmenter la capacité, maintenir l'ordre dans la

communauté, et gérer des détails tels que les évaluations des programmes.

Ces trois chercheurs déclarent que les perceptions locales de la protection civile de la MINUAD dépassent de loin le domaine de la sécurité personnelle. Ils déclarent que les civils du Darfour pensent que la protection civile inclut la fourniture permanente des soins de santé et l'accès fiable à la nourriture, à l'eau et aux médicaments.

« Quel que soit le nombre d'autres tâches entreprises par les gardiens de la paix, leur mission ne sera pas une réussite si les besoins de base des civils ne sont pas satisfaits », concluent les chercheurs.

L'intervention au Darfour a pour origine un rapport de 2001 de la commission internationale sur l'intervention et la souveraineté des états. La commission avait été créée en réponse à une question posée par Kofi Annan, à l'époque le secrétaire général des Nations unies : quand la communauté internationale doit-elle intervenir à des fins humanitaires ? La commission a déclaré que la souveraineté donnait à un pays non seulement le droit de contrôler ses affaires, mais aussi la responsabilité principale pour protéger ses citoyens. La commission a affirmé que, lorsqu'un pays ne protège pas son peuple, du fait d'un manque de capacité ou d'un manque de volonté, la responsabilité est transférée à la communauté internationale.

En créant la mission du Darfour, l'ONU a stipulé qu'elle devrait avoir « un caractère essentiellement africain et les soldats devraient provenir dans la mesure du possible de pays africains ». À la fin 2017, les pays fournissant le plus grand nombre de soldats et de policiers pour la mission sont le Rwanda (2.424) et l'Éthiopie (2.400).

La MINUAD se distingue par son utilisation d'unités de police formées (FPU). Selon la définition de l'ONU, une FPU est constituée d'environ 140 officiers de police, formés et équipés pour « agir en tant qu'unité cohésive capable d'effectuer des tâches de maintien de l'ordre que les officiers de police individuels ne peuvent pas effectuer ». Une unité bien entraînée et bien disciplinée peut travailler efficacement, même dans des situations de « haut risque » telles qu'au Darfour. Les FPU ont trois responsabilités bien définies : le maintien de l'ordre ; la protection du personnel, de l'équipement et des installations de l'ONU ; et les opérations de police régulières qui ne concernent pas les menaces contre les forces armées.

CHANGEMENT DU MANDAT

La mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) a été créée en janvier 2007 comme force de maintien de la paix en réponse à l'insurrection dans le pays. À l'origine, la mission n'avait pas de stratégie officielle pour protéger les civils. M. Williams, professeur associé à l'Université George Washington, note que l'AMISOM a tardé à adopter une politique officielle de protection des civils, appelée PoC, parce qu'elle était aussi chargée de protéger son propre personnel. « Ainsi, on pensait que l'adoption d'un mandat PoC ferait probablement naître des attentes sans nécessairement fournir les outils requis pour les satisfaire », écrit M. Williams.

Suite à la page 55

Une femme passe devant une patrouille de la MINUAD alors qu'elle arrive au camp Zamzam pour civils au Nord du Darfour, dans le Soudan.

REUTERS



UN MANDAT DE MISSION *pour* PROTÉGER LES CIVILS

PERSONNEL D'ADF

Après trois années de conflit interne dans la République centrafricaine, l'Union africaine déploie fin 2013 la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA). Son mandat consiste à « aider à protéger les civils, à stabiliser le pays et à restaurer l'autorité de l'état sur le territoire, ainsi qu'à créer des conditions facilitant la fourniture de l'aide humanitaire ».



Des gardiens de la paix du Gabon patrouillent dans la ville de Bria en Centrafrique. AFP/GETTY IMAGES

Les chercheurs Mor Djandame Mbow et Issaka Souaré déclarent que la MISCA a appliqué « une norme très élevée à son propre personnel, y compris le personnel militaire, dans ses relations avec les civils ». Elle a notamment conduit une investigation de son personnel après la disparition forcée de quelques civils.

En 2014, les Nations unies ont intégré 6.000 personnes de la MISCA dans la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA). À la fin 2017, cette force de 14.076 personnes compte 10.246 soldats et 2.020 policiers.

L'ONU avait confié à la MINUSCA la tâche de « protéger les civils en première priorité ». Ses autres tâches étaient l'assistance humanitaire ; la promotion et la protection des droits humains ; le soutien pour la justice et l'état de droit ; et les processus de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement.

En mai 2017, la sécurité commence à se dégrader dans la partie Sud-Est du pays, avec une augmentation sur quatre mois des attaques contre les civils, les professionnels de l'assistance humanitaire et le personnel de la MINUSCA. L'ONU demande une investigation de ces attaques, et les résultats sont publiés début 2018 par le Groupe APO, société africaine de relations médiatiques. Ces résultats ouvrent une fenêtre sur les problèmes auxquels font face les gardiens de la paix pour protéger les civils.

L'investigation conclut que la MINUSCA a une stratégie bien établie de protection des civils. Elle a des mécanismes d'alerte précoce qui fonctionnent bien. Mais l'investigation montre que les préparations n'ont pas fonctionné en tant qu'actions préventives. Il y avait aussi des lacunes dans la planification civile/militaire/policière et dans les opérations sur le terrain. Certains policiers et soldats comprenaient mal le concept de protection civile.

Sur une note positive, l'enquête indique qu'il n'existe aucune preuve que la MINUSCA ait traité avec partialité un groupe armé ou une communauté quelconque.

Le brigadier-général à la retraite Fernand Amoussou du Bénin a dirigé l'investigation et a recommandé que la MINUSCA examine sa protection des civils « pour assurer que sa réponse opérationnelle soit mieux alignée avec son engagement politique et le soutienne mieux, et que les composantes civiles de la mission y participent de façon plus proactive », selon le rapport.

Le général Amoussou a aussi déclaré que l'ONU et la MINUSCA devraient travailler avec les pays qui contribuent des soldats et des policiers pour assurer qu'ils aient une bonne compréhension des exigences de la protection civile, « en mettant l'accent sur le rôle des commandants et des cadres supérieurs ».

« En particulier au cours de ses quatre premières années, l'AMISOM traitait de façon vraiment ambiguë les questions de protection civile, note M. Williams. D'un côté, l'AMISOM avait le mandat de protéger certains VIP associés au processus de réconciliation politique ; de dégrader al-Shebab et les autres acteurs armés anti-gouvernementaux ; et de fournir des soins de santé, l'alimentation en eau, des génératrices électriques et une assistance humanitaire à un grand nombre de civils nécessitant de Mogadiscio, à cause de l'absence d'intervenants humanitaires sur le terrain. »

La mission, déclare-t-il, fut même accusée de heurter les civils, « à la fois directement, à cause des cas de tir aveugle et du ciblage des civils qui étaient confondus avec des combattants ennemis, et indirectement en ne réussissant pas à protéger les gens contre al-Shebab ».

La situation change en 2014, en partie parce que la mission fait des progrès et nécessite davantage d'aide de la part des Somaliens. L'AMISOM décide qu'elle doit mieux protéger les chefs de clan, les chefs religieux et les chefs de la société civile afin d'encourager la réconciliation et de créer un espace sécurisé pour le dialogue national.

Il y a beaucoup d'améliorations qui restent à faire en Somalie. Un rapport de l'ONU pour 2016 et 2017 déclare que, bien qu'al-Shebab et les milices de clan aient été responsables pour la majorité des victimes civiles, les acteurs gouvernementaux, y compris l'armée et la police, étaient responsables pour 11 % d'entre elles. L'AMISOM, selon le rapport, était responsable pour 4 % des victimes.

« Les parties du conflit ne font simplement pas assez pour protéger les civils contre la violence », déclare à Voice of America Michael Keating, envoyé spécial des Nations unies pour la Somalie. « Cela est honteux. »

LEÇONS APPRISSES

Les missions de maintien de la paix en Afrique et ailleurs ont fourni quelques leçons précieuses :

Si la PoC est une priorité, il faut le dire clairement : Les soldats, les policiers et les civils participant aux missions de maintien de la paix nécessitent des directives claires et directes sur la priorité de la PoC. Si les directives de protection civile ne sont pas claires, cet aspect de la mission va échouer. M. Williams a déclaré à ADF qu'« il est aussi important d'avoir des règles d'engagement claires sur l'utilisation de la force » pour protéger les civils. « Toutefois, la décision finale sur la façon d'agir pour le mieux dans une situation de crise spécifique doit être laissée aux commandants des contingents sur le terrain ».

Les missions mal financées ne réussissent pas : M. Williams déclare qu'« une petite force munie de faibles ressources qui n'est pas capable de se protéger elle-même n'est pas en mesure de conduire des activités PoC proactives ». Dans toute mission, les gardiens de la paix doivent avoir les ressources logistiques, financières et humaines appropriées afin de réussir. Un mandat clair et un financement cohérent sont cruciaux pour la protection des civils et le succès d'ensemble de ces missions.

Les civils s'attendent à ce que les gardiens de la paix les protègent : Au minimum, les gardiens de la paix devraient essayer de minimiser les menaces contre les civils dans les régions de combat. Dans bien des cas, comme au Darfour, les civils ont des attentes plus élevées de la PoC, que les gardiens de la paix ne peuvent pas satisfaire.

Les patrouilles fournissent une protection et des informations : La protection civile nécessite des patrouilles et des escortes militaires régulières et cohérentes. Au Darfour, la MINUAD effectuait 150 patrouilles quotidiennes pour protéger les civils, notamment les femmes et les enfants. Les patrouilles permettaient aux civils de conduire leurs activités quotidiennes. Les opérations fournissaient aussi des escortes militaires régulières pour les agents humanitaires, les ONG et les convois humanitaires. Les patrouilles permettaient aussi à la MINUAD d'évaluer fréquemment la sécurité dans l'ensemble de la région.

Obtenir le consentement de tous les groupes impliqués : Une mission PoC nécessite une approche intégrée de l'ensemble de la mission pour aligner les composantes militaires, civiles et policières. Tous les acteurs doivent avoir une vision nette de ce que sera leur rôle dans la protection civile.

Protéger les civils est compliqué : Une mission PoC correcte a nécessairement une structure complexe avec des composantes militaires, policières et civiles. Les gardiens de la paix doivent accomplir leur mission avec un équipement et une formation corrects. Une mission efficace possède un centre opérationnel conjoint. Une capacité de réponse rapide est essentielle.

Bien comprendre le conflit et les menaces contre les civils : Une mission PoC nécessite l'observation, l'archivage des données et les informations. Les planificateurs, les gestionnaires et les officiers doivent posséder des données adéquates pour analyser ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Un centre conjoint d'analyse de mission est un outil clé. « L'évaluation des menaces potentielles contre les civils, basée sur une compréhension exacte de la dynamique du conflit, est requise », déclare M. Williams.

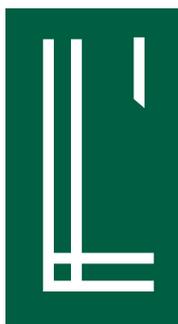
Faire preuve de souplesse et être prêt à s'adapter : Si par exemple la police locale est inadéquate, les gardiens de la paix doivent être prêts à maintenir l'ordre public, et être formés pour le faire. À mesure qu'une mission de maintien de la paix obtient des succès et que la guerre recule, il est important pour tous les acteurs de changer de tactique pour préserver la confiance et l'appui des civils. La MINUAD a adopté un certain nombre de stratégies, notamment les bases opérationnelles mobiles, les unités de réponse rapide et les systèmes d'alerte précoce.

Se préparer à un engagement à long terme : Contrairement à la guerre conventionnelle, les guerres asymétriques d'Afrique ont rarement une fin nette et spécifique. Les groupes tels qu'al-Shebab et Boko Haram peuvent être battus mais, pour le moment, ils ne disparaissent pas. □



C'EST LE MARCO POLO DU FOOTBALL

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS



Ivoirien Aristide Bancé est la version football de Marco Polo. Depuis ses débuts au club ivoirien Stade d'Abidjan en 2000, ce jeune de 33 ans a joué pour 20 clubs professionnels, notamment en Belgique, au Burkina Faso, à Dubaï, en Égypte, en Finlande, en Allemagne, au Kazakhstan, en Lettonie, au Qatar, en Afrique du Sud, en Turquie et en Ukraine.

Il joue actuellement pour Al-Masry en Égypte, où les matchs de football sont fortement gardés. « C'est une honte que les matchs ici se déroulent en ce moment à porte close,

pour raison de sécurité, explique-t-il. Ce serait vraiment super si les fans pouvaient retourner dans les stades. »

En 2012, des milliers de spectateurs ont pris d'assaut le terrain au stade de Port-Saïd en Égypte, faisant 74 morts et plus de 500 blessés. Une deuxième ruée en 2015 a tué 25 personnes. Depuis lors, la plupart des matchs de football en Égypte ont lieu sans les fans dans les gradins.

M. Bancé est né à Abidjan en Côte d'Ivoire mais il a été amené au Burkina Faso lorsqu'il était enfant. Il a quelques conseils sur la façon de s'adapter à jouer au football pour un nouveau club, dans un nouveau pays ou même un nouveau continent.

« Je pense que l'humilité est importante, et il est nécessaire de rester simple et de respecter les autres », déclare cet attaquant qui, comme membre de l'équipe nationale de football, a aidé le Burkina Faso à aller pour la première fois en finale à la Coupe d'Afrique des nations en 2013.

Il a participé pour le Burkina Faso à trois tournois de la Coupe d'Afrique des nations. Il a marqué le but de l'équipe ainsi que le coup gagnant dans les tirs au but de la défaite en demi-finale du Ghana par Les Étalons en 2013, pour amener le pays en finale pour la première fois de son histoire. Le Burkina Faso a finalement perdu le match de finale contre le Nigeria. À la Coupe d'Afrique des nations de 2015, M. Bancé a marqué le but du Burkina Faso, qui a perdu 2 à 1 contre la République démocratique du Congo.



UN CHEF DE CUISINE SUD-AFRICAIN

~ est nommé meilleure du monde ~

BRAND SOUTH AFRICA

Un chef sud-africain a été nommé meilleur chef féminin du monde pour 2017 au prix du Meilleur chef en Pologne.

Chantel Dartnell, propriétaire du restaurant renommé Mosaic à Tshwane, a été nommée par deux fois Chef sud-africain de l'année et son restaurant de Pretoria est l'un des plus prestigieux du pays. Elle a été formée dans plusieurs restaurants du Royaume-Uni.

Elle se sert de ce qu'elle a appris pour créer une cuisine classique et des menus exclusivement sud-africains qui ont fait gagner au restaurant Mosaic plusieurs prix locaux et internationaux, y compris un prix des 50 meilleurs restaurants du monde du Diners' Club.

Mme Dartnell considère ce prix comme un grand honneur et déclare que cet hommage reflète la qualité de classe mondiale de la cuisine sud-africaine. « Je crois certainement que les gens qui n'auraient pas en général pris très au sérieux l'Afrique du Sud pour un concours de ce calibre réagiront et noteront et se rendront compte du talent que nous avons en Afrique du Sud, déclare-t-elle. Depuis que nous avons remporté le concours, j'ai reçu des coups de fil provenant de chefs internationaux dans des restaurants que j'avais fréquentés, ainsi que des personnes étrangères prévoyant une visite en Afrique du Sud. »

Mme Dartnell rend hommage à sa famille pour avoir encouragé sa carrière, en disant que sa mère « a été l'une des plus grandes influences de son enfance – même aujourd'hui l'odeur du poulet rôti rappelle de merveilleux souvenirs d'enfance. »



RESTAURANT MOSAIC



AFP/GETTY IMAGES

Bello-issime !

UNE CHANTEUSE NIGÉRIANE CAPTIVE LE MONDE DE L'OPÉRA

AGENCE FRANCE-PRESSE

La performance en direct de l'aria d'un opéra italien n'est pas un son fréquent dans la ville affairée de Lagos au Nigeria. Mais lorsque l'annonce est arrivée d'une performance de la soprano professionnelle Omo Bello à l'École de musique de la Société musicale du Nigeria, les foules se sont précipitées pour la voir.

« Je ne réalisais pas à quel point j'étais connue au Nigeria », admet la soprano de 33 ans après avoir chanté *O mio babbino caro*, de l'opéra de 1918 *Gianni Schicchi* de Giacomo Puccini.

« Je n'étais pas venue depuis plus de dix ans et on dirait que les choses ont changé et je ne réalisais pas l'ampleur du changement, déclare-t-elle. Lorsqu'on m'a dit que beaucoup de monde viendraient, j'ai été un peu surprise. Mais bien que ce soit une surprise, elle est agréable. »

Mme Bello était étudiante en science à Lagos et elle a gagné une bourse pour étudier au Conservatoire de Paris. Elle a ensuite fait des tournées, enregistré un album et reçu des prix, notamment un prix de la fondation de l'ex-ténor Luciano Pavarotti. Elle a maintenant un répertoire qui va de Bellini à Verdi.

Au Nigeria, qui est

associé à Afrobeat et Highlife plutôt qu'à Albinoni ou Haydn, elle déclare que l'Internet a créé de nouveaux auditoires pour des styles de musique différents.

« Je sais que beaucoup de gens m'ont découverte sur YouTube au Nigeria et sur les réseaux sociaux, et c'est une bonne chose car les gens peuvent voir et entendre cette musique et sont surpris de voir qu'elle est très belle, déclare-t-elle.

Le fait qu'elle est ouverte à tout le monde crée un auditoire plus vaste, et donc je suis très heureuse de découvrir que le nombre de gens qui aiment cette musique augmente au Nigeria. »

En tant qu'artiste de plus en plus établie, Mme Bello reconnaît aussi le besoin d'aider à développer le genre et voudrait que le Nigeria ait son propre conservatoire et son propre opéra.

L'emploi de récents diplômés des meilleures académies de musique d'Europe pour aider à former des artistes dans des lieux comme le Nigeria pourrait aider à identifier et à soutenir la génération suivante d'artistes, déclare-t-elle.

« La musique africaine est allée en Occident ; pourquoi l'inverse serait-il impossible ? », dit-elle.



La Piraterie Mondiale EST À SON PLUS BAS NIVEAU DEPUIS 20 ANS

DEFENCEWEB

Dans le monde entier, la piraterie a baissé en 2017, les responsables ayant signalé au Bureau international maritime (IMB) un total de 180 attaques contre des navires.

C'est le nombre annuel d'incidents le plus bas depuis 1995, lorsque 188 incidents avaient été signalés. En 2017, les pirates ont abordé 136 navires, 22 tentatives d'attaque ont été conduites, 16 navires ont essayé des tirs et six ont été détournés.

Dans 15 incidents, des pirates ont pris en otage 91 membres d'équipage à bord de leur navire, et 75 ont été kidnappés et enlevés de leur navire dans 13 autres incidents. Trois membres d'équipage ont été tués en 2017 et six ont été blessés.

« Bien que le nombre d'attaques ait baissé cette année comparé à l'an dernier, le golfe de Guinée et les eaux près du Nigeria restent une menace pour les marins », déclare Pottengal Mukundan, directeur de l'IMB. « Les autorités nigérianes sont intervenues dans un certain nombre d'incidents pour empêcher d'exacerber la situation. »

En 2017, on a signalé 36 incidents sans détournement de navire dans le golfe de Guinée et 10 incidents de kidnapping affectant 65

membres d'équipage, dans les eaux nigérianes ou près de celles-ci. Dans le monde, 16 navires ont signalé qu'ils avaient essuyé des coups de feu, y compris sept dans le golfe de Guinée, Neuf incidents ont été signalés aux larges des côtes de la Somalie en 2017, comparé à deux en 2016.

En novembre, des pirates armés ont attaqué un porte-conteneurs à environ 280 milles marins à l'Est de Mogadiscio, en Somalie. Les pirates, ne pouvant pas aborder à cause des manœuvres évasives du navire, ont tiré deux fois au lance-roquettes, mais ils ont manqué le navire et ont battu retraite. Six pirates somaliens ont ensuite été détenus par la Force navale de l'Union européenne, transférés aux Seychelles et accusés de commettre un acte de piraterie. Ils risquent 30 ans de prison s'ils sont reconnus coupables.

« Cet incident, s'ajoutant aux chiffres de 2017, démontre que les pirates somaliens maintiennent leur capacité et leur intention de lancer des attaques contre les navires marchands à des centaines de kilomètres de la côte », déclare M. Mukundan.

Un soldat somalien garde la prison de Garowe où des pirates somaliens sont détenus. REUTERS

UNE ACTIVISTE ÉTHIOPIENNE AVEUGLE LUTTE POUR LES HANDICAPÉS

AGENCE FRANCE-PRESSE

La première lutte de Yetnebersh Nigussie pour les droits des handicapés a eu lieu à la faculté de droit, lorsqu'elle réussit à faire pression sur les administrateurs de l'université pour qu'ils fournissent des manuels scolaires en braille pour les étudiants aveugles comme elle.

Peu de temps après, Mme Yetnebersh, âgée de 35 ans, a quitté sa carrière juridique pour poursuivre un genre différent de plaidoyer, en tant que combattante à temps plein pour les droits et les opportunités des millions de personnes handicapées en Éthiopie.

En 2017, on a rendu hommage au travail de sa vie en lui décernant un prix Right Livelihood, souvent appelé le « prix Nobel alternatif ».

Mais son travail n'est pas encore achevé.

« Il y a toujours... des millions de personnes souffrant d'un handicap qui vivent dans des conditions très misérables, qui manquent singulièrement de dignité, déclare Mme Yetnebersh. Nous devons réellement montrer aux gens que les handicapés souffrent d'un seul handicap, mais ils ont 99 capacités. »

Un rapport de 2011 préparé conjointement par la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé estimait qu'il y a 15 millions de personnes handicapées en Éthiopie, soit presque une personne sur cinq. La plupart font face à des perspectives d'avenir décourageantes dans un pays qui est parmi les plus pauvres d'Afrique et où beaucoup de monde considèrent que le handicap est une malédiction.

« Personne ne reconnaît qu'un corps sain peut devenir handicapé demain à cause d'un accident ou autre. Les gens ne comprennent pas cela », déclare Nemera Woyessa, représentante dans le pays de Light for the World, groupe actif dans les droits des handicapés avec lequel travaille Mme Yetnebersh.

Dans les villes comme la capitale d'Addis-Abeba, les personnes handicapées se placent aux intersections et sur les trottoirs pour demander l'aumône, pratique tellement courante que peu de gens y font attention.

« La mendicité enlève votre dignité, déclare Mme Yetnebersh. Elle laisse votre vie entre les mains des autres. »

En 2005, elle a créé le Centre éthiopien pour le handicap et le développement, pour aborder les problèmes affectant les handicapés à sa propre manière. Depuis lors, elle s'est efforcée de faire adopter par le gouvernement un code de construction qui exige que les nouveaux immeubles accommodent les handicapés, avec des éléments comme des portes plus larges et des panneaux d'instruction en braille. Elle a aussi publié un guide qui donne la liste des caractéristiques d'accessibilité des hôtels, restaurants et bureaux de l'état dans la capitale.



AFP/GETTY IMAGES



VOICE OF AMERICA

Le gouvernement somalien a lancé un centre numérique anti-extrémisme visant à dissuader les jeunes Somaliens de soutenir les groupes militants tels qu'al-Shebab et EIL.

Le ministre somalien de l'information déclare que le centre exécutera des campagnes sur Facebook, YouTube, Twitter et les médias d'état pour diffuser son message.

« Le centre prévoit de sensibiliser le public [avec une] campagne pour contrecarrer l'extrémisme violent, pour promouvoir le développement de la sécurité et de la paix, la bonne gouvernance, l'éducation civique, et pour mettre en œuvre des programmes qui peuvent donner confiance aux gens en discréditant le récit de violence et de destruction des terroristes », déclare Abdurahman Omar Osman, ministre de l'information.

M. Osman, lors de la cérémonie d'ouverture, a déclaré que le centre ciblerait particulièrement al-Shebab « en exposant sa brutalité et, ainsi, en réduisant sa popularité et son soutien public ».

Ce groupe militant lié à al-Qaïda a conduit des douzaines d'attentats-suicides en Somalie au cours des dix dernières années, y compris un en octobre 2017 qui a tué plus de 500 personnes.

« C'est une opportunité de contribuer à la paix et la stabilité générale en

Somalie », déclare Abdurahman Yusuf al-Adala, directeur général du ministère de l'Information de Somalie. « Nous fournirons des informations exactes et utiles aux jeunes, ce qui les aidera à comprendre les avantages des institutions démocratiques en Somalie. »

Le nouveau centre a été créé en réponse à des critiques émises par des religieux somaliens modérés, qui avaient dit que le gouvernement ne faisait pas assez pour lutter contre l'extrémisme et les idéologies de violence sur l'Internet et les plateformes des réseaux sociaux.

M. Al-Adala déclare que les religieux et les aînés auront l'opportunité de produire des messages vidéo pour les réseaux sociaux. Il déclare que les jeunes Somaliens auront un forum ouvert pour parler du terrorisme et des facteurs qui poussent les jeunes à rejoindre les groupes militants.

EN HAUT : Un protestataire porte le drapeau national de la Somalie pendant une manifestation contre al-Shebab.

Des protestataires se réunissent lors d'une manifestation contre al-Shebab à Mogadiscio en Somalie.

REUTERS





LE NIGERIA S'ATTAQUE À LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

REUTERS

Des femmes marchent contre la violence, la traite et la maltraitance des enfants à Lagos au Nigeria.

AFP/GETTY IMAGES

En récompensant les dénonciateurs, en renforçant les poursuites judiciaires et en remettant en question la croyance dans la magie noire, le Nigeria intensifie sa croisade contre la traite des êtres humains. Selon les responsables de la lutte contre l'esclavage et les officiels du gouvernement, cet effort est soutenu par une aide financière britannique de plusieurs millions de livres.

Des milliers de femmes et de jeunes filles nigérianes sont attirées vers l'Europe chaque année et entreprennent la traversée dangereuse de la mer entre la Libye et l'Italie, où elles sont livrées à l'industrie du sexe, selon un rapport des Nations unies. Le nombre de femmes et de jeunes filles nigérianes qui arrivent en Italie par bateau a augmenté à plus de 11.000 en 2016, comparé à 1.500 en 2014, et au moins quatre sur cinq sont forcées à se prostituer, selon l'Organisation internationale pour les migrations.

Pour combattre cette augmentation, l'Agence nationale pour la prohibition de la traite des personnes (NAPTIP) du Nigeria intensifie ses efforts pour attraper les trafiquants et aider les victimes. Elle est soutenue par une enveloppe financière de 9,8 millions de dollars annoncée par le service d'aide étrangère de la Grande-Bretagne.

« Nous entreprenons des campagnes plus agressives pour créer la sensibilisation », déclare Julie Okah-Donli, directrice de la NAPTIP. « Nous incluons toutes les écoles et les zones rurales parce que c'est là qu'ils prennent les jeunes filles. »

L'agence récompense aussi les dénonciateurs avec une portion des gains des trafiquants.

« Depuis que le programme a été adopté en octobre, plus de 50 personnes sont venues nous voir avec des informations », déclare Mme Okah-Donli. Le don le plus récent que la Grande-Bretagne a fait au Nigeria vient à la suite d'une promesse faite en septembre 2017 selon laquelle ses dépenses sur les projets mondiaux de lutte contre l'esclavage et la traite vont doubler, à un montant de 211 millions de dollars.

Le gouvernement de l'État d'Edo, l'un des points principaux d'origine pour les femmes victimes de la traite, et la NAPTIP travaillent aussi pour éduquer les gens, afin qu'ils n'aient pas peur de la magie noire. Les victimes de la traite craignent que des rites de sorcellerie pratiqués par des prêtres spirituels puissent blesser ou tuer ces victimes ou des membres de leur famille si elles désobéissaient aux trafiquants.

L'UA AVERTIT DU RETOUR **DE** 6,000 REUTERS ————— **EXTRÉMISTES**

Le responsable principal de la sécurité de l'Union africaine avertit que jusqu'à 6.000 Africains qui se sont battus pour l'EIL en Irak et en Syrie pourraient rentrer chez eux, et il demande aux pays de se préparer à faire face à cette menace. Smail Chergui, commissaire de l'UA pour la paix et la sécurité, déclare que les pays africains doivent travailler étroitement ensemble et partager leurs renseignements pour lutter contre les militants qui reviennent.

« Des rapports indiquent qu'il y avait 6.000 combattants africains parmi les 30.000 éléments étrangers qui avaient rejoint ce groupe terroriste au Moyen-Orient », a déclaré M. Chergui dans une réunion à Alger, selon l'Algérie Presse Service.

« Le retour de ces éléments en Afrique constitue une menace sérieuse pour notre sécurité nationale et notre stabilité, et exige un traitement spécial et une coopération intensive entre les pays africains », déclare-t-il.

Des dizaines de milliers de combattants étrangers ont rejoint le groupe extrémiste après sa saisie de vastes étendues en Irak et en Syrie et sa déclaration d'un califat en 2014. Mais le groupe a enregistré une série de défaites en perdant son territoire et ses capacités militaires en 2017.

Soutenues par une coalition dirigée par les États-Unis, les forces irakiennes ont repris progressivement le contrôle de tout le territoire saisi par les djihadistes, et ont déclaré que le pays était désormais libéré de leur contrôle.

En Syrie, le groupe fait face aux rebelles syriens soutenus par l'Occident, aux rivaux djihadistes et aux forces gouvernementales soutenues par la Russie et l'Iran.

Les pertes ont suscité des craintes que le reste des combattants étrangers de l'EIL pourraient maintenant se relocaliser, et emmener leur idéologie extrémiste et leur violence avec eux.



Les forces libyennes patrouillent à l'extérieur de la ville de Syrte pour empêcher la recrudescence de l'EIL dans la région.

REUTERS



— *Le Maroc* — LANCE LE PREMIER SATELLITE *de Surveillance*

THE ASSOCIATED PRESS

Le Maroc a lancé son premier satellite d'observation, qui sera utilisé pour les activités militaires, la surveillance des frontières et des côtes, et le contrôle de la désertification.

Le satellite Mohammed VI-A a été lancé à Kourou en Guyane française le 8 novembre 2017. Il sera piloté depuis un centre opérationnel près de Rabat, la capitale du Maroc.

Arianespace, fournisseur des services de lancement, déclare que le satellite sera utilisé pour la cartographie, la planification spatiale, la surveillance agricole, la gestion des désastres naturels et la surveillance du développement de l'environnement.

Airbus Defense and Space et Thales Alenia Space ont construit le satellite. Un deuxième lancement est prévu pour 2018. Le coût du projet n'a pas été divulgué.

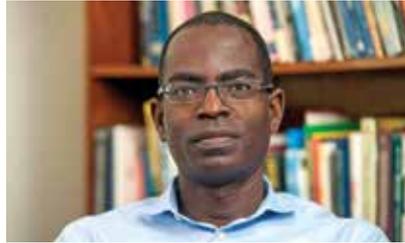
Un éducateur ghanéen gagne un prix de 500.000 dollars

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Patrick Awuah était parti du Ghana « avec 50 dollars en poche » après avoir reçu une bourse d'études des États-Unis. Après avoir fait carrière chez Microsoft, il est retourné au Ghana et il vient de remporter le prix WISE d'un montant de 500.000 dollars.

Ce prix, décerné au World Innovation Summit for Education au Qatar, a rendu hommage aux efforts de M. Awuah comme fondateur du collège universitaire Ashesi. Le collège privé à but non lucratif est conçu pour aider à former une nouvelle génération de leaders au Ghana et dans les autres pays africains.

Le collège Ashesi a ouvert ses portes avec 30 étudiants en 2002 ; il possède aujourd'hui 800 étudiants sur un campus près d'Accra. M. Awuah déclare que l'université fournit une « vision élargie » plutôt que de



EDUCATION/MACARTHUR

simplement offrir des qualifications d'emploi.

« Notre idée de départ était les leaders éthiques et les leaders entrepreneurs », déclare-t-il. Les étudiants étaient encouragés « à réfléchir aux questions importantes concernant le type de pays que nous voulons ».

Environ la moitié des étudiants de l'université sont bénéficiaires d'une bourse, la moitié sont des femmes, et ils proviennent de 18 pays d'Afrique. Tous les étudiants doivent étudier l'éthique et l'esprit d'entreprise et

doivent effectuer des tâches d'intérêt général.

M. Awuah souhaite bâtir un réseau en vue de rehausser les normes pédagogiques dans toute l'Afrique. Dans le plus récent Classement mondial des universités QS, seules cinq universités africaines figurent parmi les 500 premières, dont trois en Afrique du Sud et deux en Égypte.

« C'est un moment crucial pour l'Afrique, déclare-t-il. Une personne sur six aujourd'hui sur la planète vit en Afrique, et ce chiffre va passer à une sur quatre en 2050. Il est impératif d'améliorer le système africain d'éducation. »

Il ne s'agit pas du premier prix important remporté par M. Awuah. En 2015, il avait reçu un prix MacArthur de 625.000 dollars aux États-Unis. Ce prix est souvent appelé la « bourse des génies ».

Un pasteur de la Sierra Leone fait don d'un énorme diamant

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS



Ce diamant de 709 carats fut découvert dans le district Est de Kono en Sierra Leone.

AFP/GETTY IMAGES

Un diamant de 709 carats découvert par un pasteur de la Sierra Leone a été vendu pour 6,5 millions de dollars lors d'une vente aux enchères en décembre 2017.

Appelé le « diamant de la paix », c'est le quatorzième plus gros diamant de l'histoire, et le premier à être trouvé en Sierra Leone depuis 1972. On s'attendait à ce que le diamant soit vendu pour une somme beaucoup plus grande, mais les experts ont dit que le marché était fermé au moment de la vente et ils étaient aussi préoccupés que le diamant ne puisse pas être coupé et poli pour former de gros bijoux de première qualité.

Emmanuel Momoh, pasteur chrétien du district Est de Kono, découvrit la pierre précieuse. Il décida de le remettre à l'état plutôt que de le vendre aux contrebandiers ou aux intermédiaires.

Le révérend Momoh déclare que la vente du diamant à des intermédiaires n'aurait pas fait bénéficier la communauté. « Nous manquons de beaucoup de choses, déclare-t-il. Nous n'avons pas de bonnes routes, nous n'avons pas de meilleures écoles ou d'eau potable. »

Le Groupe Rapaport, qui a renoncé à toute commission, a géré la vente. Martin Rapaport, président du groupe, déclare que le diamant est fascinant.

« À l'intérieur de ce diamant, il y a beaucoup d'autres diamants, déclare-t-il. Tous les experts qui le regardent voient des choses différentes à l'intérieur. »

Il déclare que tout l'argent provenant de la vente sera fourni à la Sierra Leone, et sera utilisé pour aider la communauté d'où il avait été extrait. Il ajoute que cela causera un « changement radical dans les relations entre les mineurs artisanaux et le gouvernement » si l'on voit que la communauté bénéficie du diamant.

« Cela encouragera les autres à travailler avec le gouvernement. »

Une émission de télévision célèbre l'intégrité au gouvernement

VOICE OF AMERICA

Une émission de télé-réalité qui célèbre les fonctionnaires honnêtes dans les pays rongés par la corruption a grandi en popularité pour atteindre de nouveaux auditoires au Mali et au Liberia. Son but est d'obtenir l'aide du public pour lutter contre les pots-de-vin.

Integrity Idol demande au public de désigner des fonctionnaires modèles, puis de voter pour leur favori par message de texte après avoir fait paraître les finalistes sur la télévision et la radio nationales. L'émission a été lancée au Népal en 2014, et depuis elle s'est popularisée au Liberia, au Mali, au Nigeria et au Pakistan.

Dans les finales de décembre 2017 au Liberia et au Mali, pays d'Afrique de l'Ouest, une formatrice d'infirmiers et un enseignant ont gagné le vote, parmi plusieurs milliers de candidats.



Rebecca Scotland
INTEGRITY IDOL

« C'est très difficile d'avoir de l'intégrité au Liberia », déclare la gagnante du Liberia, Rebecca Scotland, formatrice d'infirmiers dans Monrovia, la capitale. La corruption est tellement courante au Liberia et dans toute la région que les patients vont même jusqu'à soudoyer les infirmiers pour s'assurer de recevoir les médicaments et les soins corrects, déclare-t-elle.

Elle projette de créer un réseau avec d'autres gagnants pour stimuler l'honnêteté et la transparence dans le secteur public, a-t-elle dit à Reuters après avoir reçu le prix.

Le Liberia a été classé numéro 90 sur 176 pays sur l'indice global de perception de la corruption de l'organisme de surveillance Transparency International en 2016, et le Mali a été classé 116. Au Mali, les politiciens sont parfois arrêtés pour recevoir des pots-de-vin mais ils évitent les pénalités parce que les juges sont aussi corrompus, déclare Moussa Kondo, qui a lancé là-bas *Integrity Idol* en 2016.

« Nous voulons montrer aux jeunes générations qu'il existe une autre façon de devenir célèbre, sans devenir riche », déclare-t-il à Reuters.

Le gagnant du Mali, Mahamane Mahamane Baba, est enseignant dans un lycée public de Tombouctou et organise des classes d'alphabétisation dans ses heures libres. Au Mali, les gens ont soumis 3.011 nominations pour *Integrity Idol* en 2017, comparé à 2.850 en 2016, déclare M. Kondo.

Les Libériens ont soumis 4.689 nominations en 2017, plus de trois fois le nombre de 2015 lorsque l'émission avait commencé, alors que le nombre de personnes exposées à la campagne sur les stations de radio et de télé a dépassé 4 millions, soit huit fois plus.

L'ÉLECTION DU SOMALILAND

est la première à utiliser la technologie de reconnaissance de l'iris

PERSONNEL D'ADF

Pour la sixième fois consécutive depuis 2003, les citoyens du Somaliland ont participé à des élections multipartites largement pacifiques. Le vote a été certifié libre et honnête par 60 observateurs internationaux et les résultats ont été acceptés par tous les trois partis qui avaient présenté des candidats.

De façon tout aussi remarquable, les élections de novembre 2017 ont employé la technologie d'avant-garde de la reconnaissance de l'iris pour enregistrer et identifier les votants, une première mondiale. Le Somaliland a 704.000 votants inscrits, sur une population d'environ 3,5 millions.

La reconnaissance biométrique de l'iris utilise des techniques de reconnaissance des formes basées sur des images de haute résolution de l'iris des yeux. À cause de sa faible marge d'erreur et de sa vitesse, la reconnaissance de l'iris est aujourd'hui l'une des façons les plus fiables de confirmer l'identité d'une personne.

Il y avait trois candidats à la présidence. Le vainqueur, Muse Bihi Abdi, est un ancien officier militaire qui avait été formé en Russie à la fin des années 1970.

Les trois candidats s'affrontaient pour succéder à Ahmed Silanyo, qui a quitté son poste après un seul mandat, bien qu'il ait été prolongé. Il aurait dû quitter le pouvoir en 2015 à la fin de son mandat de cinq ans, mais le Parlement du Somaliland prolongea le mandat de deux ans pour qu'il puisse diriger la nation dans une période de sécheresse.

Le Somaliland, ancienne colonie britannique, s'est séparé du reste de la Somalie en 1991. Depuis lors, le territoire a géré ses propres affaires mais il n'a jamais été reconnu comme pays indépendant. Malgré le manque de reconnaissance internationale, des observateurs de 24 pays ont surveillé l'élection.

Pour la première fois, les candidats ont participé à des débats télévisés en direct. Le premier a été organisé par Inspire, un groupe de jeunes, qui a dit que le débat avait causé plus de 2 millions de réactions, juste sur Twitter.



L'ÉTHIOPIE MISE SUR LES VÊTEMENTS POUR BÂTIR UN AVENIR INDUSTRIEL REUTERS

Des chemises à carreau pour la chaîne américaine Gap. Des leggings couleur ardoise pour le magasin suédois H&M. Des shorts en sergé pour le détaillant allemand Tchibo. Ils figurent sur la liste croissante de vêtements fabriqués en Éthiopie pour les grandes marques.

À mesure que les coûts de main d'œuvre et de matières brutes et les taxes augmentent en Chine, plus grand producteur mondial de textiles, ce pays de la Corne de l'Afrique fait des efforts pour offrir une alternative et faire concurrence aux fabricants établis de vêtements à bas prix tels que le Bangladesh et le Viêt Nam.

Puisque l'industrie est encore jeune, la plupart des sociétés de vêtements qui sous-traitent la production en Éthiopie commandent de petits volumes à titre de ballon d'essai. Mais le gouvernement travaille dur pour attirer le commerce avec des avantages fiscaux, des subsides et des prêts à taux faible. Ce pays sans littoral a aussi ouvert le dernier segment d'un chemin de fer électrique de 700 kilomètres vers la côte de Djibouti.

Cela fait partie d'un programme visant à faire du pays un centre de production qui ne dépend plus de conditions météo changeantes qui dévastent régulièrement l'économie agricole et causent la famine. Quelques progrès ont été enregistrés : les investissements étrangers dans l'industrie textile sont passés de 166,5 millions de dollars en 2013 à 1,35 milliard de dollars en 2016-2017, déclare la Commission éthiopienne des investissements.

Malgré la croissance, l'Éthiopie est toujours un acteur modeste dans les exportations mondiales de textile. L'Éthiopie a enregistré un total de 115 millions de dollars en 2015, comparé à 27 milliards pour le Viêt Nam, 28 milliards pour le Bangladesh et 273 milliards pour la Chine.

Le jeune secteur éthiopien peut mal accepter le type de scandale dû aux conditions de travail qui a marqué l'industrie des vêtements à bas prix dans d'autres endroits, et les responsables déclarent qu'ils enverront des représentants en Asie pour apprendre les meilleures pratiques.

« C'est un énorme succès », déclare Arkebe Oqubay, conseiller du premier ministre, lors de l'inauguration d'un parc industriel à Kombolcha, ville du Nord de l'Éthiopie. « Maintenant, le défi consiste à attirer les plus grandes sociétés du monde dans le pays. »



LA CULTURE *du café*

PREND RACINE AU GHANA

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le café enregistre un retour au Ghana, comme culture aussi bien que comme boisson populaire. Le Ghana est surtout connu pour le cacao, sa plus grande récolte. C'est le deuxième exportateur mondial de cacao derrière le pays voisin de la Côte d'Ivoire. Par comparaison, la production de café, qui avait été introduite au Ghana au dix-huitième siècle, est beaucoup moindre.

Mais elle a rebondi au cours des dernières années, grâce à une demande internationale croissante et un marché national en plein essor qui donne aux agriculteurs l'espoir d'avoir une culture commerciale.

L'effondrement du prix du café dans les années 1980 a forcé beaucoup d'agriculteurs ghanéens à abandonner la culture, selon Michael Owusu-Manu, chercheur à l'Office du cacao du Ghana. Mais un plan gouvernemental lancé en 2011 pour relancer le secteur a transformé la production et le marketing du café ghanéen.

Il a conduit à 2.400 hectares de plantations de café, nouvelles ou revitalisées, en attirant les agriculteurs grâce à l'introduction des prix équitables pour la récolte. M. Owusu-Manu déclare que l'impact du plan est facile à ignorer parce qu'une quantité élevée de café ghanéen est vendue en Afrique de l'Ouest et n'apparaît pas dans les statistiques officielles d'exportation. Les grains qui restent au Ghana sont vendus à des torréfacteurs locaux qui doivent être compétitifs sur un marché où la majorité du café est importée.

M. Owusu-Manu souhaite maintenant connecter les cafés locaux qui s'ouvrent au Ghana avec les vendeurs locaux. Les agriculteurs espèrent que le soutien du gouvernement et le plan de création d'une association pour les agriculteurs de café les aideront à convaincre les locaux à ne plus importer et à établir les grains ghanéens sur le marché national.



AFP/GETTY IMAGES



AFP/GETTY IMAGES

Le Burkina Faso lance la plus grande

FERME SOLAIRE

d'Afrique de l'Ouest

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Burkina Faso est désormais le site de la plus grande ferme solaire de l'Afrique de l'Ouest, une usine de 33 mégawatts dans la ville de Zaktubi, non loin de Ouagadougou, la capitale.

Cette ferme de 55 hectares, construite à un coût de 56,7 millions de dollars, est anticipée fournir l'électricité à des dizaines de milliers de foyers dans le pays. L'usine solaire est constituée par 130.000 panneaux en silicium polycristallin.

Selon le site Web de l'énergie The Agility Effect, la région est très ensoleillée et la pluie est rare. Le Harmattan, vent du Nord-Est qui est souvent sec et chargé de poussière, nécessitera un nettoyage fréquent des panneaux, au lieu du nettoyage une fois tous les cinq ans qui est fait dans d'autres régions du monde.

La ferme solaire a été financée grâce à des dons de l'Union européenne et un prêt de l'Agence française de développement. Le président français Emmanuel Macron a rejoint le

président burkinabé Roch Marc Kaboré pour lancer la ferme.

Des archives montrent que seulement 20 % environ des 17 millions de personnes habitant au Burkina Faso ont accès au réseau électrique national. La majorité dépend d'autres options non durables de production d'électricité. Le pays prévoit de satisfaire à 30 % de ses besoins en électricité grâce à l'énergie solaire en 2030. La plupart des pays africains qui dépendaient de l'énergie hydroélectrique ou thermique passent maintenant à l'énergie solaire.

L'Afrique du Sud abrite la plus grande ferme solaire du continent avec des installations de 175 mégawatts dans la région Cap-du-Nord du pays. Ces installations couvrent 473 hectares et ont été ouvertes officiellement en 2016.

L'Agence internationale de l'énergie anticipe que l'énergie solaire représentera 14 % de la capacité électrique installée en Afrique, au plus tard en 2030.

Oliver Tambo : DE L'EXIL À L'EXALTATION

PERSONNEL D'ADF

Le monde reconnaît Nelson Mandela comme le père de l'Afrique du Sud d'après l'apartheid, mais il a toujours admis qu'il avait eu de l'aide. L'un de ses partenaires clés était Oliver Tambo.

Pendant près de trente ans, les deux hommes ont conduit la lutte contre l'apartheid dans des lieux différents : Nelson dans une cellule de prison et Oliver en exil. M. Mandela décrit M. Tambo ainsi : « mon partenaire, mon camarade, mon ami et mon collègue ».

M. Tambo est né en 1917 dans une famille paysanne. Élève assidu, il suit les classes des écoles de mission et gagne une bourse pour l'université de Fort Hare, qui était devenue un centre d'activisme politique. M. Mandela, qui était aussi allé à cette école, a déclaré : « Pour les jeunes Sudafricains noirs comme moi, c'était Oxford et Cambridge, Harvard et Yale, tout à la fois ».

M. Tambo devient activiste, en conduisant une manifestation après l'attaque d'une femme noire employée de réfectoire par un étudiant blanc qui n'a pas été puni. Il conduit une autre protestation pour les restrictions injustes imposées à l'utilisation d'un court de tennis du campus. En 1944, Oliver Tambo, Nelson Mandela et d'autres forment la ligue des jeunes du Congrès national africain (ANC), visant à persuader l'organisation-mère de devenir plus agressive pour mettre fin au régime de la minorité blanche.

La ligue des jeunes obtient des résultats. En 1952, un an après la création du premier cabinet d'avocats noir d'Afrique du Sud par Messieurs Mandela et Tambo, l'ANC adopte un plan de la ligue qui prévoit des actions civiques, y compris les grèves, les boycotts, les protestations et le défi des lois de l'apartheid. Quatre ans plus tard, Messieurs Tambo et Mandela



AFP/GETTY IMAGES

sont accusés de trahison mais ils sont déclarés non coupables.

Tout change en 1960 lorsque la police tue 69 manifestants et en blessent 181 dans ce que l'on a appelé le massacre de Sharpeville. C'est le tournant majeur pour M. Tambo et les autres, qui décident que les manifestations non violentes sont « futiles ». L'ANC est prohibé quelques jours plus tard et ses leaders deviennent des ennemis de l'état. Ils forment un groupe militaire appelé *Umkhonto we Sizwe*, ou fer de lance de la nation.

À ce moment-là, M. Tambo est envoyé à l'étranger pour obtenir un soutien pour le mouvement clandestin. Son travail consiste à parler de la laideur de l'apartheid au reste du monde. Il a pour tâche d'obtenir des armes, d'organiser des sanctions internationales et de créer une armée dans les pays voisins d'Afrique du Sud. Il restera en exil pendant plus de 30 ans.

En 1962, M. Mandela est arrêté à la suite d'attaques contre des édifices du gouvernement et il est condamné à la prison à vie. Un an plus tard, l'Union soviétique accepte d'aider à fournir des armes à la rébellion. En 1967, M.

Tambo est nommé en exil président de l'ANC.

Selon un rapport ultérieur du *New York Times*, à partir de 1981, « les attaques des postes de police, des bureaux d'enregistrement des passages et des raffineries de pétrole se produisaient en moyenne une fois toutes les 53 heures ». M. Tambo exhorte les Sudafricains noirs à rendre leurs communes « ingouvernables ».

Mais même dans la guerre, M. Tambo exige l'honneur. Il engage ses soldats et l'ANC à suivre la Convention de Genève et ses règles concernant les droits humains. Il lutte contre l'inégalité basée sur le sexe.

À cause de leur position isolée en tant que leaders de la révolution, Messieurs Mandela et Tambo doivent compter fortement sur le système de consensus africain indigène pour la prise de décision. Ils demandent à leurs adhérents de penser de façon indépendante et, lorsque les décisions sont prises, elles incluent en général certaines des opinions de tous les participants.

M. Tambo est victime de deux attaques cérébrales pendant son exil, et lorsqu'il rentre dans son pays natal vers la fin 1990, c'est un homme fragile. L'année suivante, M. Mandela le remplace à la présidence de l'ANC. M. Tambo est décédé en 1993 à l'âge de 75 ans.

Son héritage inclut l'aéroport le plus actif de l'Afrique, O.R. Tambo International, qui accommode annuellement 19 millions de passagers. Mais son meilleur hommage est peut-être la vision qu'il a eu toute sa vie pour l'Afrique du Sud. Il a déclaré qu'une Afrique du Sud libre accueillerait tous ses citoyens, noirs et blanc : « L'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent. »

INDICES

- 1 Les Portugais ont construit cette structure entre 1593 et 1596.
- 2 Elle est située au bord d'une arête de corail.
- 3 La structure marque la première tentative réussie de la civilisation occidentale pour dominer les routes commerciales de l'océan Indien.
- 4 Entre 1631 et 1895, cette structure a été capturée et re-capturée neuf fois par les états belligérants.



partagez votre expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

.....(**directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à ADF**).....

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

OU

RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com

